Le Monde
CAMPUS
CAHIER DU « MONDE » N° 23351 DATÉ JEUDI 6 FÉVRIER 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

SPÉCIAL NUMÉRIQUE
ANGOULÊME, MECQUE DE L'IMAGE
Forte de son campus Magelis, la ville de la bande dessinée attire des écoles spécialisées en animation, 3D, numérique et jeux vidéo
PAGE 8

FRED PÉAULT

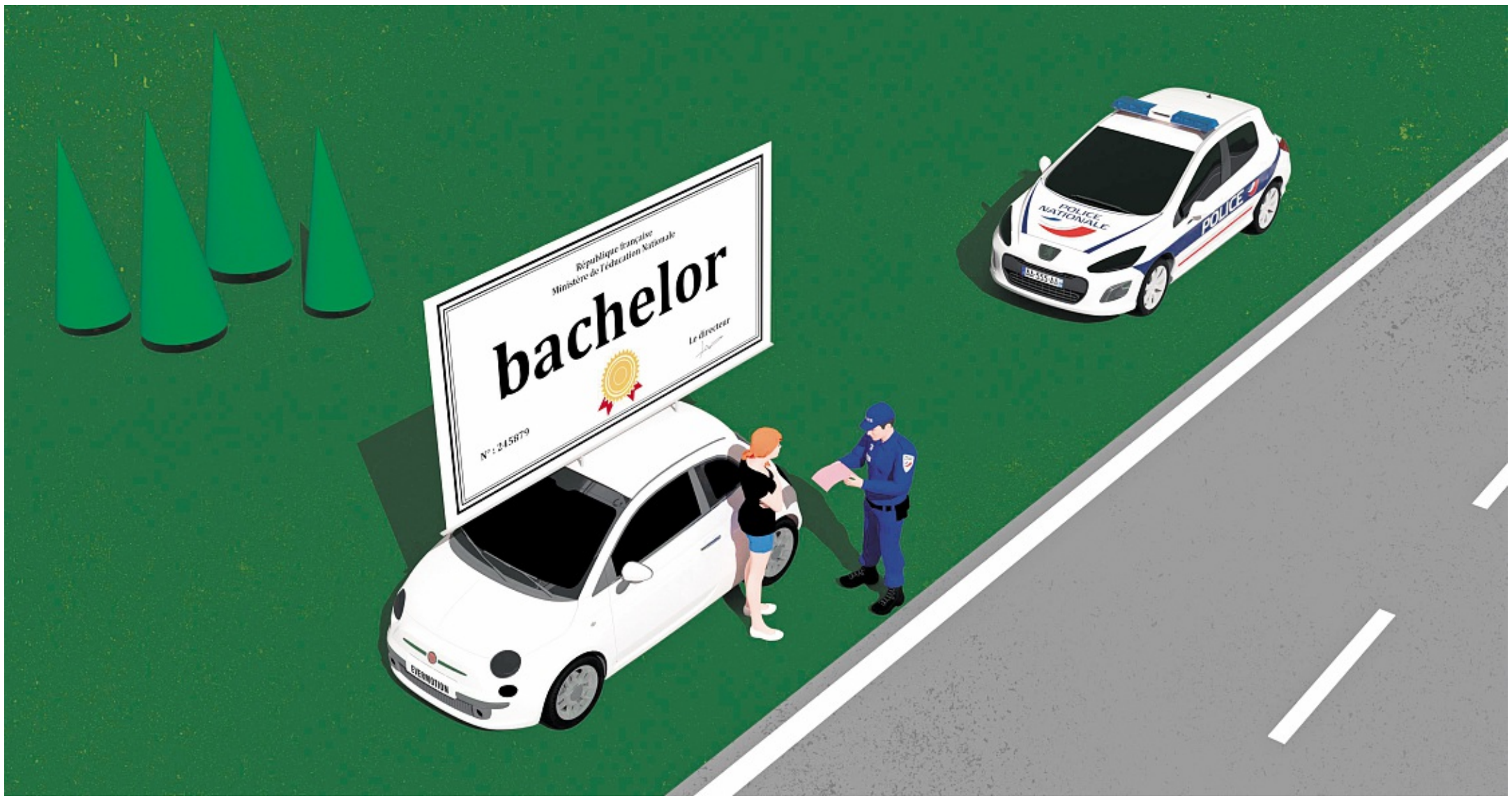
Bachelors régulés, IUT en trois ans, réforme des écoles d'arts appliqués, nouvelles licences pour faire médecine : les formations postbac se renouvellent, mais le système reste toujours aussi hiérarchisé
PAGES 2 À 7

PREMIERS CYCLES
NOUVEAUX DÉPARTS

Postbac
Les étudiants ultramarins isolés
Les 38 000 jeunes venus étudier en métropole vivent une adaptation délicate
PAGE 10

Premier job
Choisir la bonne tenue
Des écoles apprennent à leurs élèves comment choisir et adapter leur tenue vestimentaire pour leur future vie professionnelle
PAGE 11

J'avais 20 ans
Laélia Véron
L'enseignante-chercheuse en langue française raconte comment est née sa passion pour les mots
PAGE 13



FRED PÉAULT

BACHELORS D'ÉCOLES DE COMMERCE : LA FIN DU FLOU

En terminale, Mona (les prénoms ont été modifiés) était attirée par la gestion. Elle savait aussi qu'elle voulait une formation *« concrète, assez encadrée, avec une ouverture sur l'international »*. Elle a écumé Internet, puis les salons d'orientation. Rapidement, elle a rayé la case prépa, *« trop théorique et trop stressante »*. Tout comme la licence d'économie-gestion à la fac : *« trop libre »*. Finalement, elle a opté pour un bachelor dans une école de commerce de région parisienne. *« J'ai été séduite par le rattachement de ce bachelor à une grande école, avec beaucoup de cours, des contacts avec l'étranger et je suis déçue… »*, confie-t-elle, gênée, sous l'œil de ses professeurs. Les cours eux-mêmes lui plaisent *« plutôt »*, mais elle estime que, en dépit des 7 900 euros annuels de frais de scolarité, l'accompagnement ne suit pas, et l'option finance qui l'intéressait n'a pas ouvert, faute d'étudiants… Dans le même bachelor, Alexis, lui, est content de son choix : *« Les cours sont bien faits, et j'apprécie beaucoup la liberté qui nous est donnée de choisir notre parcours, de nous investir dans l'association de notre choix. Et on a du temps pour mener des projets entrepreneuriaux. »*

Quasi inconnues en France il y a dix ans, ces formations postbac en trois ou quatre ans se sont multipliées dans les écoles privées et connaissent un succès croissant auprès des lycéens. *« Elles répondent aux besoins de recrutement de cadres intermédiaires exprimés par les entreprises et à la volonté des écoles de développer leur offre de formation »*, observe le ministère de l'enseignement supérieur, incapable d'en déterminer le nombre précis. La plupart sont en effet proposées par des établissements qui échappent à son contrôle.

« MACHINES À CASH »

S'il existe des bachelors dans divers secteurs, de la mode au numérique, la plupart de ces cursus ont émergé dans le giron des écoles de commerce. Face à une stagnation du marché des étudiants bac + 2 ou bac + 3, les écoles ont lancé ces bachelors postbac pour financer leur croissance, à l'international notamment. Moins sélectifs, moins coûteux pour les écoles car moins exigeants en termes de recherche ou d'accompagnement que les « programmes grande école », les bachelors ont été vus comme les « machines à cash » des business schools.

La cinquantaine de bachelors proposés par les établissements de la Conférence des grandes écoles rassemblait, en 2018, 32 000 étudiants – une augmentation de 40 % depuis 2012. Sur les salons, ceux-ci sont présentés aux parents et aux lycéens comme un cadre d'études rassurant et stimulant : une première marche de trois ans, l'acquisition des fondamentaux de la gestion, des stages et une, voire plusieurs expériences à l'étranger, une vie étudiante riche… A son terme, l'étudiant a le choix : chercher du travail ou poursuivre ses études. Sur le papier, au moins.

> Ces cursus postbac seront validés par un « grade de licence » décerné par l'Etat, soucieux de structurer ce marché florissant

Car le « bachelor » n'est pas une appellation protégée, et le sérieux n'est pas toujours à la hauteur des plaquettes. Ce terme regroupe des formations avec *« des durées, des contenus, des prix et des qualités très variables »*, observe Frank Bournois, directeur général de l'ESCP et ancien président de la Commission d'évaluation des formations en gestion (CEFDG), une instance chargée d'évaluer, pour le compte de l'Etat, les cursus des écoles.

Pour apporter davantage de lisibilité, le ministère veut structurer le marché des bachelors de gestion, sur la base des recommandations du rapport Biot-Lévy, du nom des anciens présidents de Polytechnique et de l'université de Grenoble. Avec un outil : l'attribution aux plus sérieux d'entre eux du « grade de licence » (équivalent licence), au terme d'un audit. Plus exigeant que le visa, le grade, octroyé pour la première fois en 2010 au diplôme d'infirmier, sanctionne une formation bac + 3 répondant aux *« attendus d'une formation universitaire »*.

En effet, la principale difficulté pour les lycéens est de choisir un bachelor dans un maquis de programmes avantageusement présentés. Les classements évaluent surtout les « programmes grande école » (accessibles après une prépa), rarement les bachelors. Les labels qui s'appliquent aux bachelors ne sont pas faciles à décrypter. D'autant que certaines formations n'hésitent pas à entretenir le flou… Yann, en deuxième année au sein du même bachelor que Mona et Alexis, croyait ainsi *« préparer un diplôme d'Etat »*. Si son école est bien reconnue, son bachelor n'est sanctionné que par un titre professionnel délivré par le ministère du travail, qui donne des garanties en matière d'acquisition de compétences et d'insertion professionnelle, mais ne permet pas forcément, contrairement au « visa » décerné par le ministère de l'enseignement supérieur, d'obtenir des équivalences pour poursuivre à l'université.

> LES BACHELORS DEVRONT APPORTER DES PREUVES DE LEUR QUALITÉ, À TRAVERS NOTAMMENT UN ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Le visa, à ce jour décerné par le ministère à 49 bachelors, *« atteste un bon niveau général de qualité de la formation »* et représente pour l'instant la reconnaissance la plus élevée. A l'inverse, un grand nombre de bachelors ne répondent à aucune garantie de qualité… Fervent porteur, depuis plusieurs années, du projet de « grade de licence », Frank Bournois s'appuie sur l'expérience du « grade de master », mis en place en 2001 et attribué aux programmes bac + 5 des écoles de commerce. Un label qui a permis d'aligner ces formations sur des standards universitaires, et changé le visage des écoles en imposant une part de professeurs permanents exerçant une activité de recherche.

RASSURER LES UNIVERSITÉS

Le dossier est en tout cas propice à alimenter la querelle entre universités et grandes écoles. Les universités, qui possèdent le monopole de la délivrance des diplômes nationaux et refusent de *« brader leurs diplômes »*, n'ont jamais vu d'un très bon œil ces grades attribués à des écoles privées. *« Face à leur forte croissance, il est nécessaire de fournir aux lycéens et à leur famille un certain nombre d'informations sur la qualité des bachelors, qui sont très chers, et dans lequel les lycéens peuvent se fourvoyer. Pour cela, nous avons posé un certain nombre d'exigences »*, prévient Guillaume Gellé, de la Conférence des présidents d'université. Le projet d'arrêté sur le grade de licence, dévoilé fin 2019, fixe le cahier des charges auquel devront répondre les bachelors candidats au grade de licence. Il est de nature à rassurer les universités.

Pour décrocher le précieux sésame, les bachelors devront apporter des preuves de leur qualité à travers, notamment, un adossement à la recherche. Les candidats devront fournir des garanties en matière d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études qui concerne aujourd'hui la majorité des titulaires de cette formation. *« On peut imaginer que les bachelors qui ont seulement le visa seront à vocation professionnalisante, alors que les bachelors avec le grade de licence pourront afficher un taux de poursuite d'études plus élevé »*, esquisse Carole Drucker-Godard, présidente de la CEFDG.

40 %

C'est l'augmentation du nombre d'étudiants en bachelor entre 2012 et 2018

32 000

élèves sont inscrits en bachelor de la Conférence des grandes écoles

48

écoles de la Conférence des grandes écoles proposent des bachelors

Ces bachelors devront déployer une politique d'ouverture sociale à travers des programmes de bourses et de l'alternance. Enfin, et surtout, afin d'éviter toute concurrence déloyale, les formations « grade de licence » devront travailler avec les autres établissements du site universitaire, dans une logique de complémentarité. Ce cahier des charges, assez strict, devrait exclure la plupart des bachelors professionnalisants des institutions privées et, surtout, profiter aux établissements de la Conférence des grandes écoles, qui ont déjà des programmes postprépa. Soit une trentaine de formations environ.

Ce grade leur permettra également d'attirer davantage d'étudiants étrangers. Le tampon de l'Etat est un argument indispensable pour convaincre certaines catégories d'étudiants de venir étudier en France. Ce blanc-seing va aussi faciliter la signature de partenariats avec les universités étrangères. La publication de l'arrêté instaurant le « grade de licence » est attendue très prochainement. Quant aux premiers grades, ils pourraient être attribués à des bachelors fin 2020. ●

CÉCILE PELTIER

DES IUT NOUVELLE FORMULE

Alors que leur cursus s'allonge d'un an, ces instituts vont accueillir davantage de bacheliers technologiques, et favoriser l'entrée directe sur le marché du travail. Une réforme qui suscite certaines inquiétudes

Les instituts universitaires de technologie vont-ils changer d'image, de priorités et d'ambition ? Ces établissements sont à la veille d'une petite révolution. A partir de la rentrée 2021, on y préparera désormais des « bachelors universitaires de technologie » (BUT) en trois ans, et non plus des diplômes universitaires de technologie (DUT) en deux ans. Ces nouveaux diplômes regrouperont les DUT ainsi que les licences professionnelles dispensées par les IUT, dans une version renouvelée.

Nouveaux programmes, nouvelle évaluation, nouvelles politiques de recrutement des étudiants… *« Il s'agit de la transformation la plus importante depuis la création de nos instituts il y a cinquante ans,* assure Alexandra Knaebel, présidente de l'Assemblée des directeurs d'IUT (Adiut). *Cette refonte complète du diplôme doit nous permettre de retrouver notre mission originelle : celle de former des cadres intermédiaires. »* Autrement dit, ne plus être une simple antichambre des formations de niveau master.

Aujourd'hui, 120 000 étudiants font leurs études dans l'un des 110 IUT de France répartis sur tout le territoire. Créés à partir de 1966, ces instituts avaient pour mission de *« rapprocher l'institution scolaire du monde économique dans un contexte de massification de l'enseignement supérieur »*, rappelle l'historien de l'éducation Jean-Yves Seguy. Un enseignement supérieur de proximité qui a fait ses preuves.

L'OCDE a plusieurs fois donné en exemple, dans son rapport annuel « Regards sur l'éducation », ces filières courtes, saluant leur taux de réussite et la qualité de leur insertion professionnelle. Ces filières assurent en outre, grâce aux moyens dont elles disposent, un meilleur encadrement qu'à l'université.

ALTERNATIVES SÉLECTIVES

Les étudiants ne s'y trompent pas, à l'instar de Jules Poulain, en deuxième année d'informatique à l'IUT d'Illkirch (Bas-Rhin), après un bac S : *« La fac demande beaucoup d'autonomie, la prépa un travail acharné. A l'IUT, la charge de travail est conséquente, de l'ordre de trente-cinq heures par semaine, et les profs nous accompagnent bien. »* Ce féru de numérique envisage ensuite de compléter son cursus par une licence professionnelle.

Mais, depuis qu'ils ont été créés, la mission originelle des IUT a évolué. Ceux-ci sont devenus des alternatives sélectives aux licences des universités et des antichambres des grandes écoles, qui ont largement ouvert leurs concours d'admission parallèles à ces profils. Comme Jules, neuf diplômés de DUT sur dix décident de continuer leurs études. Un sur cinq poursuit pour une seule année supplémentaire, le plus souvent en licence professionnelle, plus des deux tiers s'engagent dans des parcours jusqu'à bac + 4 ou bac + 5, en particulier en école de commerce ou d'ingénieurs.

« Je voulais faire une école de commerce, mais la prépa n'était pas faite pour moi, raconte Valentin Le Cam, aujourd'hui étudiant à Kedge Business School après un bac ES et un DUT techniques de commercialisation. *Avec un DUT, plutôt qu'une école de commerce post-bac, je pouvais viser de meilleures écoles à l'issue de cette première étape. Au dernier semestre, j'ai suivi une voie "prépa concours" de plusieurs heures par semaine proposée par l'IUT. »*

Même type de parcours pour Rémi Marsac, aujourd'hui étudiant à l'école d'ingénieurs Ensma de Poitiers, passé par un DUT génie thermique et énergie après son bac technologique : *« Mes notes irrégulières en maths ne m'avaient pas permis de faire un bac S. Apprendre, au début de mon DUT, que je pouvais poursuivre des études d'ingénieur m'a motivé pour être dans les meilleurs de ma promo. »*

COLÈRE DES ENSEIGNANTS

Avec le bachelor universitaire de technologie, ces poursuites d'études ne devraient plus être la norme. *« Nous avons pour ambition que la moitié des promotions entre dans la vie active après bac + 3, et que la moitié poursuive ses études »,* souligne Alexandra Knaebel, directrice de l'IUT de Schiltigheim.

Un objectif soutenu par le Medef, impliqué dans les discussions sur la réforme, et qui insiste sur les besoins des entreprises en cadres intermédiaires, titulaires de diplômes bac + 2 et bac + 3. *« Le bachelor universitaire de technologie, avec le renforcement de la professionnalisation de la formation, devrait éviter la poursuite systématique des étudiants vers des bacs + 5 »,* affirme l'organisation patronale.

Ce grand chambardement suscite la colère d'une partie des enseignants d'IUT. Un hashtag #endofDUT concentre les mécontentements sur Twitter. La tribune « IUT, chronique d'une destruction annoncée », parue dans *Libération* à l'automne, a recueilli plus de 2700 signatures.

On peut y lire que *« la réforme aura assurément deux conséquences majeures : celle de l'abaissement de la valeur du diplôme* (…) *et celle de l'affaiblissement* [de cette voie] *pour les bacheliers généraux, qui se verront écartés du nouveau BUT.* [Elle entraînera] *un report imposé vers les bancs d'autres formations publiques, ou vers ceux, bien plus onéreux, des bachelors privés ».*

« On aurait pu attendre de connaître les effets de la réforme du bac avant de tout changer, s'exaspère Julien Gossa, maître de conférences à l'IUT d'Illkirch et coauteur de la tribune. *Il n'est pas du tout acquis que le BUT soit aussi reconnu et apprécié que le DUT. »*

L'un des principaux points de friction : la place des bacheliers technologiques dans ce nouveau diplôme. Si les IUT ont toujours mixé les publics, les textes officiels parus en décembre 2019 prévoient l'accueil d'au moins 50 % de bacheliers technologiques dans ce nouveau bachelor. Ils sont 32 % aujourd'hui. Outre les interrogations sur le vivier de candidats potentiels pour arriver à ce quota, la question de leur réussite se pose.

Si les trois quarts des bacheliers généraux obtiennent leur DUT en deux ans, le taux de réussite en deux ans des bacheliers technologiques n'est que de 50 %. *« Nous allons donc, d'un côté, être plus sélectifs vis-à-vis des bacheliers généraux car il y aura moins de places pour eux et, de l'autre, baisser les exigences pour les bacheliers technologiques pour remplir ce quota »*, déplore Julien Gossa.

Quant au terme de « bachelor universitaire de technologie », qui fait écho aux bachelors des écoles de commerce et d'ingénieurs, il n'a pas été une évidence pour les directeurs de ces instituts. Beaucoup auraient préféré garder le nom de DUT pour ces nouveaux cursus en trois ans. Ou bien les appeler « licences de technologie ».

Le ministère de l'enseignement supérieur en a décidé autrement pour ne pas créer différentes voies de licences. Dans tous les cas, cette réforme des IUT a été pensée pour s'articuler avec celle du baccalauréat. Les premiers titulaires du « bac Blanquer » arriveront dans l'enseignement supérieur à la rentrée 2021, au moment de la mise en place du BUT.

« Tout notre environnement évolue. Il nous fallait également nous transformer et nous inscrire dans le [parcours] *LMD* [licence-master-doctorat] », estime Alexandra Knaebel. D'autant que les IUT ambitionnaient de passer à bac + 3 depuis longtemps. La moitié d'entre eux expérimentent depuis 2017 des cursus intégrés en trois ans, DUT et licence professionnelle.

A Troyes, Kellie Drapiewski en bénéficie. Après un DUT gestion des entreprises et des administrations, elle poursuit cette année en licence professionnelle de gestion des ressources humaines. En alternance dans un cabinet comptable, elle s'interroge encore sur la suite : travailler ou poursuivre dans un master en alternance. Si l'entreprise qui l'emploie lui a déjà proposé de l'embaucher, la tentation du bac + 5 est tenace. ●

SYLVIE LECHERBONNIER

« CETTE REFONTE COMPLÈTE DU DIPLÔME DOIT NOUS PERMETTRE DE RETROUVER NOTRE MISSION ORIGINELLE : FORMER DES CADRES INTERMÉDIAIRES »

ALEXANDRA KNAEBEL
présidente de l'Assemblée des directeurs d'IUT

PLUS DES DEUX TIERS DES DIPLÔMÉS D'IUT S'ENGAGENT DANS UN PARCOURS JUSQU'À BAC + 4 OU BAC + 5, EN ÉCOLE DE COMMERCE OU D'INGÉNIEURS

La classe préparatoire réservée aux bacheliers STMG au lycée Les Bruyères, à Sotteville-lès-Rouen, le 23 janvier.
Ci-dessous : Pierre Marie, un ancien étudiant de la classe prépa ECT, aujourd'hui en école de commerce.
JULIEN PAQUIN POUR « LE MONDE »

DU **BAC TECHNO** À LA PRÉPA

Des dispositifs peu connus, comme la prépa ECT, permettent d'accéder à des cursus bac + 5

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (SEINE-MARITIME)
- envoyé spécial

Ding ding dang dong dong ding dong dang... » Il est 14 heures, l'improbable carillon du lycée Les Bruyères, à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), tintinnabule. Quand les haut-parleurs se taisent, un brouhaha s'échappe de la classe de Marie Le Bihan. Des cahiers se ferment, des chaises raclent le sol, c'est la fin du cours de mathématiques. Un groupe d'étudiants se rassemble autour de la professeure et la presse de poursuivre sa démonstration. L'enseignante continue au tableau. Les minutes passent, le cours déborde de son créneau horaire.

A priori, il n'y a pourtant pas de passionnés de maths entre ces murs : les élèves sont en première année de prépa économique et commerciale, option technologique (ECT). Titulaires d'un bac en sciences et technologies du management et de gestion (STMG), quasiment tous ont subi, en fin de 2de, leur orientation vers la filière technologique.

Cette prépa est l'une des filières qui permettent aux déconnectés de la voie générale de reprendre le chemin des études longues, tout comme leurs homologues destinées aux bacheliers STL et STI qui cherchent à intégrer une école d'ingénieurs. Ainsi, la France compte quarante classes préparatoires ECT, qui fournissent chaque année aux écoles de commerce un millier d'étudiants titulaires de bacs technologiques. *« Régulièrement, des étudiants d'ECT intègrent des écoles du top 10 »*, souligne Quentin Leroux, professeur de management et président de l'Association de promotion des classes préparatoires option technologique. A la rentrée 2019, cinq étudiants de la filière ont intégré HEC.

Si les BTS restent la principale voie d'accès à l'enseignement supérieur des bacheliers professionnels et technologiques, il existe à côté divers dispositifs et filières qui permettent de mettre ces lycéens sur les rails des études longues. C'est ainsi l'une des missions que s'est fixées le Campus d'enseignement supérieur et de formation professionnelle (CESI). Il accueille dans les rangs de son Ecole supérieure de l'alternance, qui propose des formations bac + 2 et jusqu'à bac + 5, 17 % d'élèves issus d'un lycée professionnel et 29 % de titulaires d'un bac technologique. Quant aux écoles d'ingénieurs du CESI, elles revendiquent sur leurs bancs plus de 10 % d'anciens lycéens de bacs technologiques et plus de 30 % issus des filières professionnelles. Le taux d'insertion à six mois avoisine les 90 %.

Pour accompagner les lycéens des filières professionnelles dans l'enseignement supérieur, un autre dispositif a vu le jour récemment : Trajectoire sup. Créée en 2017 en Ile-de-France par le Centre de formation d'apprentis Formasup Paris, c'est une passerelle qui conduit des jeunes des bacs professionnels vers l'enseignement supérieur en apprentissage.

Les universités de Paris V-Descartes, Paris II-Panthéon-Assas, Paris VII-Diderot, Paris-Dauphine ont ouvert quelques places dans plusieurs DUT et licences. L'Edhec participe également au dispositif et reçoit, pour la rentrée 2020, les premières candidatures pour intégrer son bachelor of business administration.

MANQUE DE CONFIANCE

Faire connaître toutes ces passerelles et filières dispersées aux intéressés est un défi. *« Il est difficile de trouver des jeunes qui veuillent y entrer »*, regrette Valérie Cantat-Lampin, directrice du CFA Formasup Paris. *« Notre job, avant de faire réussir nos étudiants, c'est de les faire venir »*, renchérit Quentin Leroux, représentant des prépas technologiques. Beaucoup de lycéens de filières techno et pro *« ont intégré l'idée que les études longues ne sont pas faites pour eux. C'est le résultat d'un manque de confiance en soi et l'image que la filière leur renvoie d'eux-mêmes »*, poursuit l'enseignant.

« En fin de 2de, mes professeurs m'ont dit que je ne savais rien faire de mes dix doigts », raconte Mathis Nobel, 20 ans, en classe préparatoire ECT au lycée Les Bruyères. Son parcours a été chaotique. *« J'avais candidaté pour intégrer un bac professionnel en cuisine, je n'ai pas été accepté. Les personnes chargées de l'orientation m'ont alors conseillé de faire brancardier* [métier accessible sans diplôme]. *Et puis, finalement, je suis entré en STMG »*, explique-t-il. *« La filière technologie, c'est la poubelle, les gens qui y vont, c'est par défaut »*, renchérit Fatym Registe, 18 ans, également en prépa ECT. Une image qui peut déteindre sur les ambitions des étudiants. *« Quand on sort de STMG, on ne se croit pas armé pour poursuivre dans le supérieur »*, se souvient Pierre Marie, 22 ans, aujourd'hui étudiant à Neoma Business school.

« Il a fallu convaincre mes collègues directeurs de CFA de faire part de l'existence de Trajectoire sup à leurs classes, alors qu'ils ont eux-mêmes besoin de leurs meilleurs éléments pour remplir leur BTS », résume Valérie Cantat-Lampin. Un défaut d'information des lycéens qui se répète également en filière STMG. *« La plupart des élèves de terminale ne connaissent pas l'existence de la classe préparatoire ECT. Pour faire connaître cette opportunité, nous avons mis en place, dans les lycées des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, un réseau de professeurs relais pour faire passer l'information »*, confirme Quentin Leroux.

Ensuite, pour les filières en alternance, *« il s'agit également de convaincre les entreprises »*, précise Valérie Cantat-Lampin. *« Il est parfois compliqué de trouver un employeur »*, admet Xavier Révérand, directeur du CESI. C'est un double investissement pour l'entreprise, puisqu'elle finance la formation de l'apprenti, mais doit également déléguer un tuteur, *« qui devra observer un suivi important pour faire monter l'élève en compétences »*, rappelle Valérie Cantat-Lampin.

Pour intégrer l'une de ces filières, un prérequis s'impose : *« Il faut être disposé à travailler intensément »*, prévient le professeur de prépa Quentin Leroux. Peu importent les résultats antérieurs, des élèves sont admis en classe préparatoire avec des moyennes de 11 /20 au lycée. *« Nous regardons en priorité si des appréciations indiquent un réel potentiel d'évolution et l'envie de progresser »*, ajoute le professeur.

LA FRANCE COMPTE 40 CLASSES PRÉPA ECT, QUI FOURNISSENT CHAQUE ANNÉE AUX ÉCOLES DE COMMERCE UN MILLIER D'ÉTUDIANTS TITULAIRES DE BACS TECHNO

Car la marche peut être haute, comme en témoigne Yves Gautier de Lahaut. Titulaire d'un bac pro, il a intégré le DUT de mesures physiques de l'IUT Paris-Diderot à travers le dispositif Trajectoire sup. *« La différence de niveau entre un lycée pro et l'IUT est énorme »*, reconnaît-il. Et pourtant, la métamorphose se fait. Trajectoire sup a instauré un stage de mise à niveau pendant l'été afin de permettre un rattrapage dans les matières fondamentales. Ensuite, *« les classes sont organisées en très petits groupes, parfois jusqu'à seulement deux élèves. Ce sont des cours quasi particuliers, qui permettent au professeur de s'adapter aux difficultés spécifiques de chacun »*. Du sur-mesure.

Du sur-mesure aussi au CESI, où l'on veut coller aux spécificités de ces élèves comme aux besoins des entreprises. *« Une partie de nos jeunes sont en rupture avec le système scolaire standard. Une formation technique, professionnalisante, c'est ce qu'ils attendent »*, estime Xavier Révérand. L'évaluation des compétences doit suivre, à savoir *« de moins en moins de devoirs sur table et la prise en compte des compétences professionnelles acquises avec l'entreprise »*.

AMBIANCE FAMILIALE

Cette acquisition de compétences par l'apprentissage du concret est valable également dans l'enseignement du management, en prépa ECT. *« Au lieu de partir de la théorie, nous leur faisons étudier une situation concrète d'organisation de l'entreprise, et petit à petit nous les faisons monter dans l'abstraction »*, témoigne Quentin Leroux. Une pédagogie qui s'accommode d'une ambiance moins compétitive que dans les prépas traditionnelles. Même si les étudiants passent à la fin les concours, l'ambiance est *« "family friendly", il y a zéro compet' »*, jure Loïs, en première année au lycée Les Bruyères.

Au niveau national, 90 % des entrants en ECT terminent leur cursus. Le passage en deuxième année n'est pas conditionné par des notes, mais prend en compte le comportement, la présence en cours, la volonté d'intégrer les méthodes proposées et la régularité. Les crédits ECTS acquis pendant les deux années peuvent permettre de poursuivre ses études ailleurs qu'en école de commerce, notamment à l'université.

Au total, 44 % des étudiants en prépa ECT sont boursiers (contre 29 % dans l'ensemble des classes préparatoires). *« Ce pays a besoin d'ascenseurs sociaux »*, conclut Quentin Leroux. La prépa ECT en est un. ●

ÉRIC NUNÈS

TÉMOIGNAGE

« LA PRÉPA ECT NOUS TIRE VERS LE HAUT »

PIERRE MARIE, 22 ans, a suivi une prépa ECT (économique et commerciale, option technologique) au lycée Les Bruyères, à Sotteville-lès-Rouen, qui lui a permis d'intégrer Neoma Business School, à Rouen.

« J'étais en terminale STMG [sciences et technologies du management et de la gestion]. *Pour mes vœux d'orientation, je visais au mieux une filière courte, un BTS. Mais Mme Le Bailly, ma professeure de ressources humaines, m'a poussé à inscrire en premier vœu une classe préparatoire ECT. Je ne savais même pas que cette filière existait, mais je lui ai fait confiance et, aujourd'hui, je la remercie. »*

Se retrouver en filière technologique STMG, ce n'était pas son choix. *« L'image de la filière est mauvaise : si on s'y retrouve, c'est qu'on s'est raté. »* Comme beaucoup de ses camarades, Pierre est arrivé en classe préparatoire sans beaucoup d'estime de lui-même. *« Puis, au fur et à mesure, il s'est affirmé et a intensifié ses efforts pour arriver en tête de classe et se projeter vers des études supérieures »*, témoigne un enseignant de sa prépa. La prépa ECT est une petite machine à redonner de la confiance. *« Elle nous tire vers le haut,* poursuit Pierre, *elle nous apporte une méthode, un cadre, de la documentation. C'est une voie de réussite. »* ●

PROPOS RECUEILLIS PAR É. N.

« Les jeunes ont intégré les hiérarchies scolaires »

Entretien Le sociologue Bernard Lahire analyse les mécanismes sociaux qui, du primaire au supérieur, influencent les parcours

Entre 2014 et 2018, un collectif de 17 chercheurs piloté par Bernard Lahire, professeur de sociologie à l'Ecole normale supérieure de Lyon, a enquêté sur la reproduction des inégalités, en dressant le portrait de 35 enfants de 5 ans. Une enquête qui éclaire les déterminants de la réussite scolaire et permet de comprendre les inégalités d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur.

Oser des choix d'études ambitieux, ne pas s'autocensurer : en quoi ces capacités individuelles sont-elles influencées par les origines ?

Le système français est très hiérarchisé. Il existe d'importantes différences de réputation et de « valeur » entre les filières de bac, entre les mentions obtenues, entre les lycées d'origine… L'espace de l'enseignement supérieur l'est aussi : des filières les plus « populaires » que sont les STS jusqu'aux classes préparatoires à l'autre bout du spectre, avec au milieu l'université et les IUT.

Tout cela est inégalement « noble ». Quelqu'un qui a un bac général sait qu'il « vaut mieux » qu'un bac techno et pro. Il sait aussi que, s'il est en S, il est plus « légitime » que quelqu'un qui est en ES ou en L. Ainsi, les étudiants qui entrent dans le supérieur sont déjà remplis de ces différences, ils ont intégré ces hiérarchies, et cela a des effets sur la perception qu'ils peuvent avoir d'eux-mêmes, de leur avenir, de leurs possibilités. Ils n'arrivent pas avec la même énergie scolaire, la même assurance… Pour certains, il est évident qu'ils vont aller jusqu'à bac + 5, pour d'autres, l'horizon, c'est péniblement deux, trois années d'études.

Quand vous vous sentez dans une position dominante, rien ne vous semble impossible en matière d'orientation. Et plus vous avez d'assurance, moins vous doutez de vos capacités d'aller dans des filières d'études les plus prestigieuses. Tout cela se conjugue à des effets de socialisation genrés. A un niveau de performance égale, les filles s'autorisent moins que les garçons à aller dans les filières les plus prestigieuses.

Vous montrez que les enfants sont plus ou moins armés pour endosser le « métier d'élève ». Quels sont les facteurs déterminants ?

Pendant les premières années, les enfants acquièrent des rapports différents, selon leur milieu familial, au langage oral et écrit, ce qui a un impact considérable sur la réussite de leurs études. Cela s'étend à la capacité à jouer avec les mots, à faire de l'ironie, qui sont des choses socialement plus développées dans les familles de classes supérieures, et qui permettent de prendre de la distance face au langage – une compétence que l'on demande à l'école.

En outre, les enfants de milieux aisés sont plus à l'aise avec la prise de parole. Nous avons observé qu'ils sont plus à même de développer une certaine aisance sociale et ont tendance à avoir une meilleure estime d'eux-mêmes. On voit dans notre enquête *Enfances de classe* (Seuil, 2019) des enfants qui sont déjà des leaders à 5 ans, alors que leurs parents sont des leaders dans leurs métiers.

Nous avons observé que plus on monte dans la hiérarchie des capitaux scolaires, plus les enfants, même à 5 ans, sont invités au quotidien à développer leur esprit critique, à déconstruire les croyances, à analyser. Cela concerne la publicité, la politique, la religion, les histoires qu'on raconte aux enfants (le Père Noël ou la petite souris). Or, la prise de distance argumentée face à des situations, des images ou des textes fait partie des choses qu'on développe à l'école et pendant les études.

D'autres capacités ont un impact sur la réussite à l'école. Le rapport au temps par exemple, qui est plus ou moins spontané ou planifié. Certains enfants apprennent très tôt à se situer dans le temps, à savoir lire l'heure et les jours, d'autres sont moins encouragés à le maîtriser.

Le rapport à la compétition est très marqué socialement. Cet esprit se cultive dans certains loisirs sportifs ou culturels et s'étend à l'univers scolaire. Les élèves de prépas et les gagnants des concours des grandes écoles, issus de milieux favorisés, ont intégré l'idée qu'il fallait en permanence être au top, se dépasser, qu'on ne réussit pas sans un surtravail et une pression permanente.

A tout cela s'ajoutent les pratiques culturelles des parents, plus ou moins éloignées de l'univers scolaire. Si le week-end, votre seule sortie est la promenade au centre commercial, ce n'est pas comme être allé dans un musée…

Vous parlez aussi du rapport à la lecture…

Pour les enfants des classes moyennes et supérieures, le livre est une évidence : on leur lit des histoires chaque soir, il y a des livres à la maison, on leur en offre en cadeau, on les abonne à des magazines, les enfants voient leurs parents lire, ils fréquentent des librairies et des bibliothèques.

Tout cela fait que, plus tard, un étudiant va se sentir plus ou moins « bien » dans une bibliothèque. Il n'aura aucun mal à y aller pour travailler ou emprunter des livres. Ce sont des habitudes culturelles qui s'ancrent très tôt. Pour ma part, venant d'un milieu populaire, je n'ai jamais réussi, même aujourd'hui, à me sentir complètement à l'aise dans une bibliothèque.

Vous montrez aussi que le style d'autorité parentale a un impact sur la réussite…

S'approprier le savoir scolaire nécessite d'accepter une forme spécifique d'autorité. Plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus les parents pratiquent une forme d'autorité basée sur l'explication des bons comportements, la justification des règles – celles-ci sont parfois affichées dans la maison, comme à l'école. Les enfants apprennent qu'il est dans leur intérêt d'agir selon ces règles explicites. Dans ces familles, on travaille sur l'autocontrôle des enfants, on prévient que si certaines choses ne sont pas faites, cela aura telles conséquences.

« QUAND UN JEUNE SE SENT DANS UNE POSITION SOCIALE DOMINANTE, RIEN NE LUI SEMBLE IMPOSSIBLE »

A contrario, dans les familles plus populaires, nous avons observé que les parents ont davantage tendance à imposer l'autorité de l'extérieur. L'enfant fait ce qu'il veut jusqu'au moment où les parents disent stop car il dépasse les bornes, mais l'enfant a peu conscience de la nature de ces bornes. Certains ont ainsi du mal à intégrer les limites. L'autorité est donc quelque chose d'extérieur plutôt qu'elle n'est intériorisée.

Ces comportements se prolongent en classe. Or, l'école ne fonctionne que sur le modèle d'autorité autocontraint. Par la suite, cela fait que les étudiants n'ont pas tous le même degré d'autonomie et d'autodiscipline. Pour réussir à l'université, en particulier, il faut pouvoir se mettre au travail par soi-même. Il est capital de compenser par un travail personnel tout ce qu'on ne va pas vous demander. Et cela, c'est quelque chose pour lequel les étudiants sont très inégalement préparés.

Le problème, c'est que, dans le système actuel, ce sont les élèves de classes préparatoires qui bénéficient des meilleures conditions d'encadrement. Or, ce sont aussi ceux qui savent déjà le mieux s'organiser… A côté, dans les universités, il y a moins d'heures de cours, moins d'encadrement, les étudiants ne sont pas évalués avant les partiels de janvier, et ont bien souvent du mal à savoir ce qu'ils valent. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JESSICA GOURDON

LA MÉDECINE PAR DE NOUVELLES VOIES

A partir de septembre, deux licences permettront d'intégrer les études de santé. Un choix stratégique délicat

FRED PÉAULT

Plus de diversité de profils, plus de passerelles en cas d'échec en première année, et moins de souffrance des étudiants. Tels sont les enjeux de la réforme de la première année commune aux études de santé (Paces), sas d'entrée vers les études de médecine, pharmacie, dentaire et maïeutique.

Elle sonne le glas d'un concours très sélectif à l'entrée, conditionné depuis près de cinquante ans par un numerus clausus : *« Un gâchis humain, avec beaucoup de stress et un effet file d'attente des redoublants »*, résume Maxime Tournier, vice-président de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF).

Onze ans après sa mise en place, la Paces est remplacée dès septembre 2020 par deux nouvelles voies. Première voie d'accès pour les futurs bacheliers : le parcours d'accès spécifique santé (PASS). Seules les universités disposant d'une faculté de médecine (UFR Santé) peuvent le proposer. Les enseignements comprennent une majeure « sciences fondamentales de la santé » et une mineure au choix (l'offre dépend de l'université) : économie, droit, langues… Cette première année est formatée comme une licence : fini l'amphi de la Paces, les étudiants sont divisés en groupes.

L'ESPRIT DE LA RÉFORME EST D'OUVRIR LES ÉTUDES DE SANTÉ À DES PROFILS DIVERSIFIÉS. COMBINER UN VŒU EN PASS ET DES VŒUX EN L.AS EST TOUT À FAIT POSSIBLE

Le cadre national précise que sur les 60 crédits (ECTS) de cette première année, au moins 30 doivent correspondre au bloc « santé », et au moins 10 à la mineure. L'équilibre variera ensuite selon les établissements. L'entrée en deuxième année dans l'un des parcours santé (médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie) se fera sur dossier (notes de contrôle continu) selon les critères établis par le jury de l'université.

Les meilleurs élèves seront acceptés dès cette étape d'admissibilité. Les autres admissibles passeront au moins deux épreuves orales. Chaque université a la liberté d'imposer des épreuves supplémentaires, orales ou écrites. Cette voie a été tracée pour les bacheliers *« qui ont la vocation pour ces métiers, et sont bons en sciences fondamentales »*, décrypte Jean Sibilia, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine.

Les étudiants doivent cependant accorder une importance particulière au choix de leur mineure (droit, économie…) : ce sera leur voie de sortie s'ils obtiennent une moyenne supérieure à 10/20 sans être retenus en deuxième année de santé. Ils poursuivront directement en deuxième année de licence de la mineure choisie.

POUR LES INDÉCIS

Les licences avec accès santé (ou L.AS) sont l'alternative toute indiquée pour les bacheliers pour qui *« faire médecine »* (ou pharmacie, dentaire, sage-femme…) *« n'est pas le seul rêve »*, résume Jean Sibilia. Ces licences sont composées d'une mineure santé (au moins 10 crédits ECTS) et d'une majeure au choix parmi l'offre disponible : mathématiques, droit, psychologie, philosophie, langues…

Dans cette voie, le choix de la majeure est primordial. D'une part, parce que c'est le dossier qui comptera, comme en PASS, pour intégrer la deuxième année d'études de santé. Le candidat a donc tout intérêt à choisir une discipline où il pense exceller. D'autre part, parce que, s'il n'est pas admissible en deuxième année de santé, il continuera dans la licence de sa majeure.

A noter qu'il est possible de représenter sa candidature aux études de santé en licence 2 ou licence 3 : deux chances sont offertes à tous les candidats, qu'ils viennent de PASS ou de L.AS.

L'université de Strasbourg, dont Jean Sibilia est aussi le doyen de l'UFR Santé, présente une particularité. Bien que disposant d'une fac de médecine, l'établissement a fait le choix de ne proposer que des L.AS, tout en se différenciant du modèle national. Appelées licences sciences pour la santé, elles imposent une majeure en santé et une mineure au choix parmi onze disciplines, le reste des crédits relevant d'enseignements transversaux (sciences sociales, langues…) communs à tous.

Le conseil de Maxime Tournier aux élèves de terminale qui doivent émettre leurs vœux sur Parcoursup : *« Articuler la majeure et la mineure de manière à ce que des enseignements se recoupent. »* Par exemple, les cours d'anatomie, si l'étudiant est en licence sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) avec option santé. *« Cela évite une surcharge de travail »*, note le vice-président de l'ANEMF. Un conseil valable pour les autres disciplines scientifiques.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la motivation et les capacités à réussir dans une matière de prédilection restent les critères à privilégier. D'autant que l'esprit de la réforme est d'ouvrir les études de santé à des profils diversifiés. Combiner un vœu en PASS et des vœux en L.AS est tout à fait possible.

Delphine de Guillebon, conseillère d'orientation chez Eurêka Study, suggère aux futurs bacheliers d'assister aux journées portes ouvertes des universités pour s'informer sur les quotas d'accès en 2e année d'études de santé par PASS ou L.AS. Des quotas qui seront définis *« en fonction des formations et stages disponibles dans le centre hospitalier universitaire de proximité, et des objectifs régionaux visant à réguler les effectifs de personnels de santé »*, explique Maxime Tournier. Une régulation plus pertinente que *« le chiffre annuel ministériel qu'était le numerus clausus »*, juge Jean Sibilia.

Pour les universités de taille modeste éloignées des métropoles, cette réforme est une aubaine. C'est le cas à l'université d'Orléans : en 2019, la création d'une Paces délocalisée de l'université de Tours lui avait été refusée. Grâce au nouveau système, Orléans ouvre quatre L.AS pour la rentrée 2020 avec 240 places au total. L'accès en deuxième année d'études de santé sera réparti ainsi : 50 % d'étudiants issus de PASS (filière proposée à Tours) et 50 % issus de L.AS (dont 25 % d'étudiants tourangeaux et 25 % d'étudiants orléanais).

« C'est l'opportunité, pour les jeunes de nos territoires qui hésitent à se lancer dans des études longues et loin de chez eux, de rester une année à Orléans pour tester leur appétence pour les enseignements de santé et leur résistance au stress de la compétition. Les L.AS sont rassurantes pour les étudiants et pour les familles. Cela évite aussi d'avoir des frais de logement étudiant », souligne Ary Bruand, président de l'université d'Orléans.

SI L'AMBITION DE LA RÉFORME EST AUSSI DE PALLIER LE PROBLÈME DES DÉSERTS MÉDICAUX, RIEN N'ASSURE QU'ELLE Y PARVIENDRA

« PHÉNOMÈNE DU SAUMON »

L'objectif de la région Centre-Val de Loire est, à terme, d'ouvrir également des L.AS dans les autres antennes universitaires, comme à Bourges ou à Châteauroux. *« Nous avons un énorme déficit d'étudiants du sud de la région dans la filière santé »*, déplore Ary Bruand, qui espère que la réforme permettra *« d'alimenter le phénomène du saumon »*. Autrement dit, que les jeunes issus de ces territoires, une fois devenus médecins, pharmaciens, dentistes ou sages-femmes reviennent exercer dans leur secteur d'origine, qui manque de professionnels.

Si l'ambition de la réforme est aussi de pallier le problème des déserts médicaux, rien n'assure qu'elle y parviendra. Selon le doyen Jean Sibilia, *« même si le nombre d'UFR proposant une entrée en santé a triplé – 108 au lieu des seules 37 facultés de médecine – aucun texte ne garantit qu'il y aura une meilleure répartition démographique des soignants »*.

La diversité des profils devrait être un objectif plus facile à assurer. Les deux nouvelles voies d'accès permettront de former des spécialistes, mais accueilleront aussi des soignants au profil moins homogène, qui auront, grâce à leurs enseignements autres que ceux de santé, une meilleure connaissance de l'humain et de la société. Un vrai plus dans ce métier pour lequel les qualités d'écoute et d'empathie sont fondamentales. ●

NATACHA LEFAUCONNIER

ÉCOLES D'ART : UNE TEINTE PLUS GÉNÉRALISTE

Le DNMADE, qui remplace les anciens diplômes d'arts appliqués, a rendu ces cursus plus lisibles, plus académiques, et facilite la poursuite d'études. Une montée en gamme qui avantage les bacheliers généraux

Une forêt de chaises suspendues surplombe nos têtes. D'un bout à l'autre de la pièce, des coups de marteau, le bruit léger d'un fer à souder, la râpe d'une scie, se font entendre. Nous sommes dans l'atelier *« menuiserie du siège »*. C'est l'un des tout premiers ateliers de l'école Boulle, l'un des établissements parisiens qui forment aux métiers d'arts et du design, fondé en 1886. Sur une des tables trône une maquette de chaise en bois, au dossier un peu arrondi. C'est l'œuvre d'Elias, 19 ans, qui manie le marteau. Il se dépêche : la chaise doit pouvoir être présentée aux portes ouvertes de l'école, quelques jours plus tard.

Comme l'année précédente, ces journées d'accueil seront essentielles pour présenter le diplôme national des métiers d'arts et du design (DNMADE), un nouveau diplôme postbac en trois ans mis en place entre les rentrées 2018 et 2019 dans les écoles, et que prépare Elias. Remplaçant l'année de mise à niveau postbac (Manaa) et les cursus en deux ans qui la suivaient (BTS et DMA), le DNMADE court sur trois années et confère désormais un niveau licence, et non plus bac + 2. Une multitude de spécialités sont possibles : à Boulle, neuf parcours sont proposés, comme « design d'objet » ou « métiers d'arts et patrimoine ».

Cette refonte totale de la filière d'arts appliqués apporte une plus grande lisibilité à des cursus qui étaient jusque-là fragmentés. Elle entend assurer aux étudiants une poursuite d'études plus aisée. Auparavant, ils étaient souvent contraints de valider une année supplémentaire, dans une licence universitaire par exemple, pour pouvoir continuer en master.

Mais si cette réforme rend ces cursus plus lisibles, elle a eu un autre effet, en tout cas dans les écoles parisiennes les plus réputées et les plus attractives : elle a sensiblement modifié le profil des étudiants. A l'école des Gobelins, qui a mis en place le DNMADE en 2019, les étudiants, rassurés par le grade « licence », viennent désormais largement de bacs généraux, alors que les cohortes de bacheliers technologiques STD2A (technologies arts appliqués) étaient bien supérieures dans les anciens BTS et DMA. Aux Gobelins, les bacheliers généraux constituent désormais 60 % des nouveaux entrants.

REGARD NEUF

C'est le cas aussi dans plusieurs écoles publiques, comme l'Ecole nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art Olivier de Serres (Ensaama) ou l'école Boulle, qui accueille désormais 80 % de bacheliers généraux (contre 65 % auparavant). Josiane Giammarinaro, proviseure de l'école Boulle, s'en félicite : *« Ces étudiants issus de bacs généraux arrivent avec un regard neuf, et un esprit de synthèse qui permet de pousser plus loin certains enseignements. »* L'admission dans ces écoles est toujours aussi sélective : 8 000 candidatures l'année dernière sur Parcoursup pour 120 places à Boulle, ou encore 12 000 pour 210 places à l'Ensaama. Des chiffres qui n'ont pas bougé avec la mise en place du DNMADE.

Mais cette ouverture aux bacs généraux est également un défi : contrairement aux lycéens des filières pro ou techno, ces jeunes n'ont pas encore expérimenté les métiers d'arts. L'orientation, notamment dans le choix des parcours, peut ainsi être plus hasardeuse. *« Même si on ne se dirige pas vers des études aussi spécifiques par hasard et sans s'être renseigné »*, considère à son tour Annie-Claude Ruescas, proviseure de l'école Estienne.

« Le diplôme semble bien plus lisible, mais il n'en reste pas moins complexe à comprendre, avec des mentions et parcours très différents, avertit pourtant Stéphane Benoît, responsable du DNMADE graphisme aux Gobelins (Paris). *Cela demande un travail de prospection pour les lycéens, afin de ne pas se tromper sur Parcoursup. »*

Si ce diplôme rend plus lisibles ces formations au niveau national, il permet aussi aux étudiants de mieux faire reconnaître leur cursus à l'étranger. *« Il était très compliqué pour des étudiants qui sortaient de BTS ou de DMA de faire valoir des équivalences suffisantes pour intégrer des écoles à l'étranger. La réforme permet une meilleure reconnaissance de nos formations à l'international »*, assure Laurent Scordino-Mazanec, proviseur de l'Ensaama, à Paris.

LA FORMATION A DÛ ÊTRE REPENSÉE POUR ACCUEILLIR AU MIEUX LES NOUVEAUX PROFILS DE NOVICES

Avec la réforme, l'offre de formation a dû être repensée, pour l'étaler sur trois ans et accueillir au mieux ce nouveau profil de novices. Plusieurs enseignants voient dans ces changements l'opportunité de reconnecter ces formations avec leur temps, en intégrant davantage le numérique, l'écologie. Mais face à l'ampleur de la réorganisation, certains soulèvent des inquiétudes, et notamment la moindre place de la pratique.

« On a dû se battre pour garder le même nombre d'heures d'ateliers, la réforme prévoyant de les baisser drastiquement, alors que c'est l'essence de nos formations, critique Alain Margaud, professeur de menuiserie à Boulle. *Beaucoup d'écoles n'ont pas pu obtenir les mêmes concessions. »*

« Le passage à un système de crédits universitaires [ECTS] *impose d'appréhender différemment la progression des étudiants. Cette validation des crédits a un côté rigide, qui peut parfois être une épée de Damoclès,* ajoute-t-il. *Je m'inquiète de voir apparaître des échecs en première année, comme à l'université. »*

Elias a fait partie de ces étudiants. Il a suivi un bac pro à l'école Boulle, avant d'intégrer le DNMADE. Il est donc très en avance sur ses camarades en ateliers, mais rencontre beaucoup plus de difficultés avec les matières générales. *« Cela me demande énormément de travail. J'ai peur de ne pas valider ma licence, alors je réfléchis déjà à changer de formation, toujours dans l'ébénisterie ou bien la tapisserie »*, s'inquiète-t-il.

D'AUTEUR À CONSEIL

La place des matières générales, et notamment des humanités, occupe désormais une place essentielle dans ces DNMADE, dans l'optique d'inscrire la formation dans la continuité licence-master-doctorat. *« Ce qui était privilégié jusqu'à présent était une certaine position d'auteur, qui ne donnait pas forcément lieu à une prise de distance et une réflexion sur la place du designer dans son environnement,* explique Stéphane Benoît. *Aujourd'hui, nos diplômés doivent de plus en plus être dans une situation de conseil auprès d'entreprises, notamment sur des enjeux éthiques – et plus seulement des prestataires. »*

« Donner à penser à nos étudiants, leur permettre de mettre un pied dans l'innovation par cette réflexion, est tout à fait pertinent », note le responsable du DNMADE graphisme aux Gobelins. C'est ce qui intéresse Flore. *« Etudier les enjeux sociaux du design, comme le comportement de l'usager face à l'objet, est fascinant »*, raconte l'étudiante, séduite par la transversalité dans les enseignements, et par les connexions réalisées entre design et métiers d'arts dans ce nouveau diplôme.

En plus de leur ouvrir des champs de réflexion, ce diplôme fait de la recherche un enjeu central, avec la possibilité d'envisager, après le master, un doctorat. *« La recherche est encore balbutiante en design et métiers d'arts,* rappelle Josiane Giammarinaro. *Mais elle a vocation à se développer, notamment parce que les questionnements politiques et environnementaux deviennent plus prégnants. »* Un nouveau souffle que portera la future chaire en design, qui devrait ouvrir cette année au Conservatoire national des arts et métiers. ●

ALICE RAYBAUD

Le numérique transforme les formations aux métiers artistiques

En joaillerie, les étudiants apprennent à créer des pièces à l'aide d'outils informatiques

Ils ont fui la volatilité des cours magistraux pour le concret des ateliers. *« Apprendre pour apprendre, cela ne m'intéresse pas, je veux créer »*, déclare sans ambages Dimitri Korsakoff, 21 ans, étudiant en diplôme national des métiers d'art et du design (DNMADE) « horlogerie et fabrication de bijoux » au lycée Diderot, à Paris. Même ambition pour Mathilde Ostermeyer, 27 ans, qui, licence de biologie en poche, a quitté les amphithéâtres de l'université de Paris-Saclay pour étudier la joaillerie.

Ce que veulent ces étudiants, c'est réaliser du beau, du précis, à partir d'une matière brute. *« Il me faut du manuel, du tangible, doté d'un aspect artistique que l'on trouve dans l'horlogerie, la bijouterie, la joaillerie et l'orfèvrerie »*, explique Mathilde.

Si le savoir est ancestral, les techniques évoluent. Les formations aux métiers d'art n'échappent pas à une mutation numérique de leur cursus. Les savoir-faire manuels ne sont plus les seules compétences que doivent acquérir les futurs artisans. A la rentrée 2020, la Haute Ecole de joaillerie, à Paris, ouvrira son premier bachelor design bijou, à forte valeur ajoutée numérique.

Laisser entrer l'ordinateur dans les ateliers et les écoles *« s'est fait tardivement dans les métiers de la main »*, reconnaît Michel Baldocchi, directeur général de la Haute Ecole de joaillerie.

Pourquoi ? La peur que la machine remplace les savoir-faire, *« la crainte de l'irréductible joaillier de voir son métier disparaître »*, sourit Manero Manjo, joaillier et enseignant à l'Institut de joaillerie de Saumur (Maine-et-Loire). Mais les outils numériques ne peuvent pas tout remplacer : *« S'ils font, aujourd'hui, partie du métier, ils ne sont qu'un complément qui ne dispense pas d'acquérir la maîtrise réelle du processus de fabrication »*, souligne Anne-Laure El Khaoua, responsable de la filière joaillerie de l'institut, qui délivre également un diplôme national des métiers d'art et du design. *« Il faut savoir maîtriser les outils informatiques et ceux de l'établi. La souris, comme la lime et le chalumeau »*, abonde Manero Manjo.

NOUVEAUX HORIZONS

Les logiciels utilisés sont en premier lieu des aides à la conception, à la modélisation. *« Toute réalisation est au préalable transcrite en numérique pour permettre de visualiser l'objet et proposer une gamme de solutions aux contraintes figurant au cahier des charges »*, expose Gilbert Derrien, directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques au lycée Diderot.

La maquette numérique réalisée, la pièce peut alors faire l'objet de photoréalisme, explique Mme El Khaoua. Le bijou virtuel est modifié, il est possible de jouer sur les effets de matières, les couleurs des métaux, les volumes… *« Ce qui demandait vingt heures de travail pour réaliser une maquette solide se fait en cinq heures grâce à un logiciel de conception 3D »*, résume l'enseignante. Et cela permet de faire évoluer la pièce au fur et à mesure de sa conception.

« Les outils informatiques ouvrent de nouveaux horizons à la création », commente Josiane Giammarinaro, proviseure de l'école Boulle à Paris, école d'art et du design. L'évolution numérique des métiers d'art ne s'arrête pas à la conception. Une fois le projet défini, les écoles disposent aujourd'hui de machines de prototypage qui, grâce à une interface avec le logiciel de conception 3D, permettent de réaliser un objet solide, en plastique, en cire ou en métal.

Enfin, le numérique ne bouleverse pas seulement les phases de conception et de réalisation : il est aussi une source d'inspiration pour la création. *« Internet et des outils de recherche comme Pinterest ont fait évoluer la recherche créative »*, estime Gilbert Derrien.

Cette digitalisation de la formation aux métiers d'art s'est faite à la demande des employeurs, qui peuvent désormais, avec ces techniques, s'adapter davantage au marché. *« En joaillerie, toutes les grandes maisons utilisent la 3D »*, rappelle Manero Manjo. Cartier sera d'ailleurs, à la rentrée 2020, le partenaire principal de la première promotion du bachelor design bijou.

Toutes les écoles citées assurent, pour leurs diplômés du supérieur, avoir un taux d'insertion proche de 100 %. Mais les cursus n'ont pas tous le même coût. Il faut compter 6 000 euros par an pour suivre le cursus DNMADE (trois ans) de l'Institut de Saumur, 8 800 pour le bachelor de la Haute Ecole de joaillerie.

Les formations dans les lycées publics sont gratuites (hors achat des outils), mais sélectives. Par exemple, l'école Boulle offre 120 places chaque année pour 8 000 candidatures. ●

ÉRIC NUNÈS

ANGOULÊME, ROYAUME DE L'IMAGE

Capitale de la BD, la cité charentaise mise gros sur son campus de l'image tourné vers la création numérique et les jeux vidéo

ANGOULÊME (CHARENTE)
- envoyé spécial

Hier, Wes Anderson. Demain, Ladj Ly ? Angoulême va-t-elle passer du 9e art au 7e art ? Alors que se tenait le 47e festival de la bande dessinée, *Variety*, la revue phare du cinéma américain raconte, dans son édition du 15 janvier, comment le metteur en scène de *The Grand Budapest Hotel* transforma la « capitale française de la BD et des arts graphiques » en studio hollywoodien pour y recréer le vieux Paris de son prochain film, *The French Dispatch*.

C'est, plus prosaïquement, pour y installer son école de cinéma Kourtrajmé que le jeune réalisateur des oscarisables *Misérables* pourrait venir poser ses valises et ses caméras sur les bords de la Charente. L'affaire n'est pas conclue, mais elle dit l'étonnante mutation d'Angoulême, nouvelle *place to be* de l'enseignement supérieur de l'image au sens large – animation, 2D, 3D, jeux vidéo, numérique…

Avec l'appui financier et politique du département, la cité déploie, depuis 1997, un campus Pôle Image, baptisé Magelis. Les différentes collectivités locales qui le soutiennent ont annoncé en 2019 un plan d'investissement de 18 millions d'euros en quatre ans pour ce site.

Au cœur des anciennes friches de l'industrie papetière, sur les rives du fleuve, le « campus image », comme tout le monde l'appelle ici, fédère une centaine de studios de production de bandes dessinées, de jeux vidéo, de cinéma d'animation, et une douzaine d'écoles spécialisées (animation numérique 2D et 3D, jeux vidéo, création graphique, BD, mangas, e-sport…), dont le nombre va encore s'accroître dans les deux prochaines années.

Codage, design, création, communication et management du Web… Un écosystème dynamique qui a séduit Thomas Debitus, fondateur de L'Atelier, une petite école d'animation 2D créée initialement à Aniane, dans l'arrière-pays montpelliérain, et installée en Charente en 2012 : *« J'ai déménagé mon école à Angoulême après avoir observé que la moitié de mes étudiants venaient y bosser à peine sortis de chez nous. »*

Audencia, l'Ecole de design Nantes Atlantique, MediaSchool, Helios Gaming School, Supinfo… Les écoles se bousculent au portillon pour installer des antennes à Angoulême. *« L'avantage de petites écoles comme la nôtre, c'est leur agilité, leur capacité à aller vite, à créer rapidement des cursus pour répondre à l'évolution du marché »*, explique l'ancienne journaliste Valérie Rouzaud, responsable de la pédagogie de l'Ecole Multimédia, qui ouvrira sa première implantation hors Paris à la rentrée 2020.

Le marché, c'est celui de la révolution numérique, qui bouleverse de fond en comble l'enseignement supérieur. *« Le jeu vidéo est la première pratique numérique mondiale, avec plus de 127 milliards de chiffre d'affaires, soit trois fois celui de l'industrie du cinéma »*, rappelle, sur son site, Helios Gaming School, qui s'installe également à Angoulême. Cette école privée proposera, dès la rentrée 2020, des cursus d'e-sportif professionnel.

GROSSES POINTURES

Dernière belle prise en date, avant l'hypothétique Ladj Ly : l'école 42 de Xavier Niel, actionnaire du groupe Le Monde, qui posera à Angoulême le 6 février 2020 la première pierre de son troisième établissement dans l'Hexagone, après Paris et Lyon. Les cours de code informatique commenceront en 2021. L'école Simplon a, elle aussi, investi la place charentaise, en 2017, répondant à l'appel d'offres de la Fabrique du numérique d'Aubeterre-sur-Dronne pour créer une « Rural Web Factory » aux portes du Périgord.

Autre star du campus : Human Academy. La grande école japonaise de manga – 19 établissements dans l'archipel nippon –, en quête d'un second souffle planétaire dans un pays vieillissant, a choisi Angoulême en 2015 pour partir à la conquête de l'Europe du 9e art. *« Le festival de la BD est très connu à Tokyo »*, résume d'un trait Caroline Parsons, la directrice anglaise de l'antenne française, qui a déjà ajouté deux cordes à son arc : le film d'animation et le jeu vidéo, le fameux « gaming ».

LES ÉCOLES SE BOUSCULENT AU PORTILLON POUR INSTALLER DES ANTENNES DANS LA VILLE

Le village gaulois local compte plusieurs grosses pointures installées depuis quelques années. La plus ancienne, l'Ecole européenne supérieure de l'image (EESI, née en 1990 de la fusion des Beaux-Arts de Poitiers et d'Angoulême), propose, en partenariat avec l'université de Poitiers, un master de bande dessinée, qui attire de *« 35 % à 40 % d'étudiants étrangers »*, selon son directeur, Marc Monjou. De ses rangs sont sorties quelques stars de la nouvelle BD, à l'image de Thomas Cadène, créateur de la « BéDénovela » en ligne *Les Autres Gens*. Un auteur qui fit, au festival de 2012, une des toutes premières conférences sur « la bande dessinée à l'heure du numérique ».

L'Ecole nationale du jeu et des médias interactifs numériques (Enjmin), filiale du Conservatoire national des arts et métiers, elle, s'affirme comme *« la seule école publique formant aux jeux vidéo en Europe »*, avec son très prisé et très sélectif master professionnel de jeux et médias numériques, son studio de *motion capture* et son incubateur d'où sortent à flux continu les créations de ses étudiants. Quant à l'Ecole des métiers du cinéma d'animation (EMCA), installée à Magelis par la chambre de commerce et d'industrie de Charente depuis 1999, elle se présente comme *« une école d'art dans un domaine industriel et créatif, donc ouverte à toutes les hybridations de compétences »*, résume Jean-Christophe Boulard, son patron. Il vient de conclure un accord hybride avec l'école de commerce nantaise Audencia, qui développe un master en management et entrepreneuriat dans l'économie créative imaginé par Christophe Germain, le directeur général d'Audencia, bien décidé à *« quitter la métropole pour aller vers les territoires »*.

Multiplier les formations transverses et donc les perspectives d'emplois, tel est l'enjeu de l'écosystème. Une centaine de PMI de l'image et de l'animation numériques côtoient les écoles, au cœur des anciennes friches de l'industrie papetière. Les apprentis de l'image et du numérique peuvent y décrocher stages, contrats d'alternance, et même leurs premiers jobs. Le plus souvent avec un statut d'intermittent du spectacle.

Reste un défi à relever pour la capitale de la BD : assumer qu'elle est devenue une « ville étudiante » à part entière. *« Angoulême ? Une ville où il n'y a que des vieux et des étudiants… C'est comme ça qu'on me l'avait présentée »*, confirme Alice Rideau, 23 ans, Francilienne, venue étudier à l'EMCA après un passage dans une petite école privée parisienne. Vieux serpent de mer local, la création d'une Maison des étudiants sera sans doute l'un des thèmes des prochaines élections municipales. ●

PASCAL GALINIER

UNE ÉCOLE POUR FÉMINISER **LA TECH**

Lancée par une jeune diplômée d'HEC, l'Ada Tech School enseigne l'informatique dans une ambiance qui rompt avec un certain « entre-soi masculin ». Elle accueille hommes et femmes à égalité

La lumière est douce, les teintes poudrées, les murs sont couverts d'autocollants « empathie, communauté, singularité », « Be the future », ou encore « Pour une tech plus humaine ». A l'Ada Tech School, école nommée en hommage à la comtesse Ada de Lovelace, qui écrivit le tout premier code informatique, on s'affiche « bienveillant » et « féministe ». Cette école privée parisienne, inaugurée en octobre 2019, fait le pari qu'il est possible d'enseigner la programmation informatique dans une ambiance qui rompt avec les codes dominant la tech où l'entre-soi masculin, la culture du jeu vidéo et le goût de la compétition font bon ménage.

« Franchement, ces gommettes sur les murs, ce n'était pas nécessaire. Ça fait un peu bourrage de crâne. J'aurais préféré qu'on paie un artiste partageant réellement ces valeurs pour décorer l'école », lâche Adriel, 18 ans, l'un des onze élèves composant la toute première promo d'Ada, réunie pour deux années d'études, dont une en alternance, afin de devenir développeur junior. *« Je suis ici précisément pour des raisons politiques, et notamment féministes. J'aime la diversité de notre groupe et l'encadrement très humain »*, poursuit le jeune homme, qui n'a pas le bac mais qui est doué en Scratch, logiciel utilisé au collège pour initier les ados au code.

A ses côtés, Marine, 24 ans, fan de la chanteuse Rihanna plutôt que de Mark Zuckerberg, apprécie au contraire l'omniprésence de ces slogans : *« Ils m'aident à assumer ce que je suis, ce que je veux »*, explique la jeune femme d'abord passée par un institut d'études politiques et une fac d'économie, jugés *« si rigides que personne ne prend d'initiatives »*. Déterminée à construire son *« projet »*, elle s'acquitte donc des 8 000 euros de frais de scolarité *« en faisant des jobs alimentaires »*.

Si l'univers rosé d'Ada peut prêter à sourire tant l'esthétique est léchée, ces efforts pour créer un lieu inclusif n'ont rien de cosmétique. Le domaine de la tech souffre de profondes inégalités de genre, manifestes dès la formation en école ou à l'université. *« La tech comptabilise quelque 30 % de femmes si on inclut les fonctions supports comme les RH. Mais plutôt 15 % si on s'en tient aux fonctions techniques »*, résume Isabelle Collet, spécialiste des discriminations dans les sciences à l'université de Genève.

EFFET #METOO

Une situation qui s'est aggravée au tournant des années 1980, *« au moment où ces métiers scientifiques et techniques, ayant déjà tendance à être culturellement attribués aux hommes, ont pris de la valeur sur le marché du travail. A chaque fois qu'un savoir est valorisé, il se masculinise »*, analyse la chercheuse, auteure des *Oubliées du numérique* (Le Passeur, 2019). Elle note que depuis deux ans, dans l'élan post-#metoo, les initiatives se sont multipliées pour tenter de corriger ces biais. *« D'autant que le numérique représente désormais un bassin d'emploi considérable. Il y a une pénurie de main-d'œuvre. Et les femmes sont vues comme un vivier de talents puisqu'elles constituent aujourd'hui la majorité des bacs scientifiques avec mention. »*

Ce constat n'a pas échappé à Chloé Hermary, diplômée d'HEC en 2018, qui a fondé Ada dans la foulée. Elle raconte la genèse du projet comme une succession de prises de conscience : un premier projet d'entreprise consacrée à l'orientation professionnelle des lycéens lui confirmant *« à quel point l'école classique les abîme, ils n'ont aucune confiance en eux »* ; sa propre expérience du sexisme ordinaire dans les grandes écoles, puis *« lors d'un stage en fonds d'investissement où j'étais la seule femme, qui a été destructeur tant les remarques déplacées y étaient quotidiennes »* ; sa volonté de créer une *« formation alternative, pas hostile aux femmes et offrant des débouchés »*.

> **« LA TECH COMPTABILISE 15 % DE FEMMES, SI ON S'EN TIENT AUX FONCTIONS TECHNIQUES »**
> ISABELLE COLLET
> spécialiste des discriminations dans les sciences à l'université de Genève

PÉDAGOGIES ALTERNATIVES

Si la base de l'enseignement consiste à transmettre aux élèves plusieurs langages informatiques, la méthode revendiquée par Ada ressemble à un méli-mélo de pédagogies alternatives. On s'y réfère à Freinet pour l'autonomie, à Montessori pour la bienveillance, ou encore au « manifeste Agile » en informatique, qui prône la flexibilité et la collaboration. *« A ce stade, on expérimente »*, glisse Yannick François, responsable pédagogique ayant rejoint le projet après un parcours d'autodidacte du Web.

On est en tout cas bien loin de l'esprit de compétition qui infuse les « piscines », ces tests de code pratiqués un mois durant à l'entrée de l'école 42, fondée par Xavier Niel (et désormais dirigée par une femme, Sophie Viger, après des révélations sur des cas de harcèlement et le sexisme ambiant sur le campus). Ici, l'entrée se fait par un questionnaire et un entretien de motivation.

Chloé Hermary vise des promotions de 150 élèves d'ici à 2025. Des filles et des garçons, *« même si une majorité de femmes viennent à nous »*, affirme-t-elle. Toutefois, le coût de la scolarité dans cette école limite forcément la quête de *« diversité »*... Les six femmes et cinq hommes admis en octobre 2019 ont été choisis *« en fonction de leur maturité »* parmi une centaine de candidats, financés sur leurs deniers personnels ou ayant recours à un emprunt. Parmi eux, Wara, 30 ans, arrivée avec un CAP doreur en poche. *« Maintenant, j'aimerais bien rejoindre une start-up avec un projet éthique »*, raconte-t-elle.

Dans cette période propice aux discours d'intention sur l'égalité femmes-hommes, Ada fait figure de laboratoire, encore trop neuf pour évaluer son efficacité. *« Pour féminiser un secteur d'activité, il faut y aller tous azimuts, car il n'existe pas de solution magique. Parmi les outils à disposition, c'est un fait, les quotas de femmes fonctionnent très bien »*, contextualise la chercheuse Isabelle Collet.

Elle rappelle à titre d'exemple l'histoire de l'université américaine Carnegie-Mellon, qui a pris le problème à bras-le-corps à la fin des années 1990 : *« Ils ont agi à plusieurs niveaux, en allant chercher les filles dans le secondaire, en s'assurant qu'elles n'abandonnaient pas, mais aussi en dispensant des cours sur le genre et les rapports de domination afin que tout le monde progresse ensemble sur le sujet. »*

A Ada, la journée se termine par le *« cercle de clôture »*, un moment de conversation informelle où sont abordées des questions de code et de genre, les états d'âme de chacun et la prochaine soirée pyjama dans l'école. Signe des temps ou simple marqueur générationnel, le « totem » dont les élèves s'emparent s'ils veulent prendre la parole est... un Pokémon. Et pas n'importe lequel : il s'agit de Bulbizarre, une sorte d'outsider fan de sieste qui trouve finalement sa place dans le monde. ●

IRIS DERŒUX

POSTBAC

LA SOLITUDE DES ÉTUDIANTS ULTRAMARINS

NINI LA CAILLE

38 000
étudiants issus des départements d'outre-mer suivent des études supérieures en métropole.

68 %
d'entre eux sont inscrits à l'université, 24 % en BTS, 4 % en prépa et 4 % dans les autres formations.

5 875
bacheliers de l'année 2018 issus des territoires d'outre-mer se sont installés en métropole pour étudier à la rentrée suivante, un chiffre en hausse de 14 % par rapport à l'année précédente.

Barrière culturelle, éloignement familial, climat… L'adaptation à la métropole est parfois compliquée pour les 38 000 jeunes qui viennent y poursuivre leur formation

Le menton caché dans son écharpe et l'œil timide, Anna balaye la salle du regard. Finalement, elle se décide à approcher un groupe de jeunes en pleine discussion et tente, auprès d'une brune aux lunettes rondes : *« Tu viens de La Réunion, toi aussi ? »* Ce samedi-là, c'est pour *« chasser la solitude »* que cette Réunionnaise de 18 ans s'est déplacée au Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) parisien, à deux pas de la tour Eiffel, où se tient un forum d'aide aux jeunes ultramarins. *« J'avais envie de rencontrer d'autres étudiants de La Réunion, pour savoir s'ils ressentaient la même nostalgie que moi »*, souffle l'étudiante en lettres et anglais à la Sorbonne.

Environ 38 000 étudiants issus des départements d'outre-mer suivent des études supérieures en métropole, dont 6 000 jeunes bacheliers, selon les derniers chiffres du ministère, datant de 2018-2019. Un chiffre qui a connu une hausse de 14 % en un an, notamment en raison de la mise en place de Parcoursup. Autre explication pour le ministère de l'enseignement supérieur, la création d'une aide à la mobilité pour les lycéens boursiers. Environ deux tiers de ces étudiants d'outre-mer venus en métropole sont inscrits à l'université.

Pour ces jeunes qui ont déménagé à des milliers de kilomètres de chez eux, l'installation n'est pas toujours aisée et la distance peut être vécue comme une véritable épreuve. *« L'éloignement me pèse beaucoup,* témoigne Anna. *J'ai l'impression d'avoir tout abandonné et de devoir tout reconstruire seule. Et comme je ne suis pas très extravertie, c'est difficile… »*

Elle qui dit ne s'être jamais sentie attachée à sa culture quand elle était à La Réunion court désormais les magasins pour trouver des produits de chez elle, et s'est mise à écouter des chansons en créole. *« Quand je commence à devenir proche de quelqu'un, j'ai envie de lui parler en créole, ma langue d'affection. Ici, il y a une coupure. »* Anna serait bien rentrée pour se ressourcer mais, *« faute d'un document mal envoyé »*, elle n'a pas réussi à obtenir dans les délais l'aide accordée pour payer son billet d'avion, qui peut être fournie par l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (Ladom), dans la limite d'un aller/retour par an, ou par le dispositif réunionnais Continuité territoriale. *« Déjà qu'il me faut tout gérer seule au quotidien, j'ai du mal à m'occuper de la paperasse supplémentaire pour obtenir des aides »*, convient la jeune femme de 18 ans.

RACISME ORDINAIRE

Le climat revient aussi souvent dans les conversations de ces jeunes qui ont changé de continent. *« En Martinique, on ne connaît ni automne ni hiver. Alors en arrivant à Paris, il faut tout apprendre : quels vêtements acheter, comment se couvrir pour ne pas tomber malade »*, raconte Alisée, 19 ans. Entre tous les *« chamboulements »* imposés par la mobilité et la nécessité de se *« mettre au pli de l'université »*, elle a raté de peu son premier semestre d'espagnol à la Sorbonne Nouvelle.

« En plus de cette acclimatation compliquée, beaucoup d'étudiants se confrontent à des remarques pétries de clichés : un racisme ordinaire qui les renvoie à leur altérité », observe Marine Haddad, chargée de recherche sur les migrations à l'INED, auteure d'un article sur la stigmatisation des personnes originaires d'outre-mer. Si elle s'est sentie généralement bien accueillie, Nouria, étudiante guadeloupéenne en licence d'histoire, a noté ce type de remarques à plusieurs reprises. *« On a refusé à une amie qu'elle suive un stage dans sa région car la condition, disaient-ils, était "qu'il soit fait en France"*, se souvient-elle. *Il arrive qu'on nous dise qu'on n'est pas vraiment français ou que notre bac n'est pas équivalent à celui obtenu en métropole. C'est plutôt violent. »*

« JE NE ME SUIS JAMAIS SENTI ACCEPTÉ DANS AUCUNE COMMUNAUTÉ, ALORS QUE LA NOTION DE VIE EN COMMUN ÉTAIT EXTRÊMEMENT IMPORTANTE SUR MON ÎLE »
LOÏC
étudiant en école d'ingénieurs à Paris

En arrivant en école d'ingénieurs à Paris, après deux années de prépa à La Réunion, Loïc a, lui, eu beaucoup de mal à *« trouver sa place »*. *« On était peu avenant avec moi. Je ne me suis jamais senti accepté dans aucune communauté, alors que la notion de vie en commun était extrêmement importante sur mon île. Cela m'a beaucoup questionné sur mon identité et m'a empêché de bien me concentrer sur mes études »*, raconte le jeune métis, qui s'est réorienté en médiation culturelle à la fac.

MANQUE D'ACCOMPAGNEMENT

« Subir des discriminations – du fait de leur origine géographique ou de leur couleur de peau – n'est pas rare pendant les études puis, plus encore, au moment de l'insertion professionnelle », ajoute la chercheuse Marine Haddad. Des discriminations qui viennent parfois aussi compliquer l'accès au logement, sujet de stress pour ces jeunes. *« Encore beaucoup de propriétaires refusent les cautions qui viennent d'outre-mer sous prétexte qu'elles ne seraient pas fiables »*, déplore Patrick Karam, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, qui met en place des dispositifs de testing (tests de discriminations) pour dénoncer et tenter d'enrayer ce problème.

Le choc culturel se vit différemment selon le milieu familial, observe Marine Haddad : *« Certains jeunes ultramarins d'origine sociale modeste, dirigés vers l'Hexagone par une mission locale ou Pôle emploi pour se former, sont peu accompagnés lorsqu'ils rencontrent des difficultés ou des déconvenues : formation qui tombe à l'eau, logement qui n'était pas celui qu'on leur avait promis… Pour ceux qui sont issus de milieux sociaux plus privilégiés, notamment ceux qui se rendent dans des écoles où ils sont très encadrés, le choc culturel se fera ressentir, mais ils parviendront plus aisément à s'adapter. »*

Arnaud Narainin, étudiant en master stratégie territoriale à Sciences Po, ne se sépare jamais de son casque, avec lequel il écoute le rap et la soul de sa Guadeloupe natale. Si beaucoup de choses lui manquent, il dit vivre une expérience *« formidable »* dans l'école parisienne, qui l'a aidé à trouver un logement conventionné et l'accompagne au quotidien. Lui qui, adolescent, n'avait près de chez lui qu'une médiathèque, *« avec deux livres vieillots et une connexion ADSL »*, a été séduit par l'offre culturelle de la capitale.

Pour autant, cet enfant d'agriculteur n'en oublie pas son département d'origine. *« Quand je suis arrivé à Paris, je me suis rendu compte de la grande méconnaissance des outre-mers. Moi, je savais placer tous les fleuves sur la carte hexagonale, alors que la plupart de mes camarades de Sciences Po ne connaissent pas l'emplacement exact de la Guadeloupe. On m'a même demandé s'il y avait des routes là-bas ! »*

Depuis, Arnaud est devenu président de l'association étudiante Sciences Ô, qui organise des conférences sur des thématiques liées aux outre-mers. *« Ce sont des questions dont on ne parle pas du tout en cours »*, s'est étonné Joao Cartry, vice-président de l'association, originaire de La Réunion, pour qui il était *« essentiel d'introduire les problématiques ultramarines dans cette école qui forme les décideurs de demain »*.

Dans tous les cas, comme le rappelle le sociologue Philippe Vitale, l'expérience de la mobilité que vivent ces étudiants a bien changé par rapport à celle de leurs aînés. *« Ils ont la possibilité d'être en contact en direct avec la famille vingt-quatre heures sur vingt-quatre : cela change les relations avec la région d'origine »*, pointe le chercheur, directeur de l'ouvrage *Mobilités ultramarines* (Editions des archives contemporaines, 2015). Après plusieurs générations de migration, beaucoup d'étudiants retrouvent aussi des proches à Paris, observe le sociologue.

Nouria, l'étudiante en histoire, a pu s'appuyer sur cette attache familiale à son arrivée, il y a quatre ans. *« Cela m'a permis de bien m'acclimater »*, dit-elle. Pour autant, la jeune femme n'est pas tombée amoureuse de la vie parisienne. *« Je me suis vite rendu compte de la chance que j'ai eue d'avoir grandi sur une île, sereine et avec de l'espace, et je me dis qu'on n'a finalement pas grand-chose à envier »*, sourit-elle. Rentrer en Guadeloupe ? Nouria ne l'envisage pas encore. Mais elle a déjà décidé que, bientôt, elle quitterait la capitale. ●

ALICE RAYBAUD

PREMIER JOB

TENUE CORRECTE EXIGÉE

Dans certains milieux professionnels, maîtriser les codes vestimentaires est un puissant levier d'intégration. Des écoles de commerce y sensibilisent leurs étudiants

Je ne me suis jamais mis autant la pression sur ma tenue que le jour où j'ai passé mon entretien d'embauche chez Chanel », se souvient Mathieu, fraîchement diplômé de l'Inseec. Jusqu'alors, il ne s'était pas posé trop de questions. Pour se présenter aux jurys d'admission des écoles de commerce, il s'était acheté une veste, des chemises claires et un pantalon classique. Une panoplie qu'il a ressortie à chaque moment important de sa scolarité.

Mais là, c'était une autre affaire. Il s'agissait d'être embauché dans une entreprise de luxe. Après avoir longuement hésité entre une tenue très classique et *« quelque chose d'élégant mais avec une touche de fantaisie, pour montrer que j'étais sensible à la mode »*, il a finalement préféré ne prendre aucun risque et a ressorti son habituelle veste complétée d'un nouveau pantalon *« plus chic »*.

Si l'habit n'est pas censé faire le moine, en réalité *« le vêtement reste un marqueur culturel et identitaire fort »*, souligne la sociologue Isabel Boni-Le Goff, spécialiste du secteur du conseil. Donc, pour avoir des chances d'être retenu lors d'un entretien d'embauche ou de stage, mieux vaut se présenter avec la « bonne » tenue.

Les écoles de commerce, qui font de l'insertion professionnelle leur atout maître, l'ont bien compris. Il en est question dans les ateliers consacrés à l'embauche ou lors de séances de simulation d'entretiens. Des préceptes mis en pratique au travers de différentes manifestations organisées par les écoles. Ainsi, à l'Inseec, *« les étudiants doivent venir en costume ou en tailleur lors des présentations d'études de cas ou du grand oral en fin de master 1, »* indique Alexandra Vignolles, directrice de l'innovation pédagogique.

A l'Edhec, dès le début d'année, deux jours sont consacrés au « networking » (réseautage). *« Nos étudiants apprennent à se présenter à un employeur et donc à adopter le bon code vestimentaire, sachant qu'il varie selon les entreprises et les secteurs d'activité »*, explique Jérôme Troiano, responsable carrières de l'école lilloise.

JOUER LE JEU

« S'il a la bonne tenue lors de l'entretien d'embauche, le candidat montre qu'il a compris la culture de l'entreprise, le message que celle-ci veut faire passer, et qu'il y adhère. C'est aussi un moyen, pour le recruteur, de voir si le jeune pourra s'intégrer ou non », observe Susan Nallet, directrice carrières de Grenoble Ecole de management (GEM).

Et comme le marché du travail est très concurrentiel, pas question de prendre le moindre risque. *« On a tellement envie de réussir que, même si parfois on a l'impression d'être déguisé, on joue le jeu,* confirme Mathieu. *Quitte à se mettre dans une situation financière inconfortable en achetant des tenues très chères. »*

Dans les écoles où l'on apprend à devenir manageur, et donc à intégrer les pratiques culturelles de la fonction, une tenue formelle est de mise dès les jurys d'admission dans l'école. Une pratique que les étudiants ont intégrée. *« Cela ne me serait pas venu à l'idée de passer les oraux autrement qu'en costume. Ça fait partie du cérémonial »*, fait valoir Thomas, étudiant à Montpellier Business School. *« Et ça met en confiance »*, abonde Alexandre, étudiant à GEM. Des propos qui ne surprennent pas la sociologue Oumaya Hidri Neys : *« En revêtant un costume, bon nombre d'étudiants ont le sentiment de ressembler à l'image qu'ils se font d'un cadre. »*

Ce qui ne les empêche pas, une fois dans le monde du travail, d'assouplir leur tenue. C'est le chemin adopté par Louise, étudiante à l'Inseec, qui suit son cursus en alternance chez Thales. Pour son premier jour dans l'entreprise, elle s'est attaché les cheveux et a choisi *« des vêtements classiques et neutres »* : veste, pantalon et sandales plates. *« Je voulais sonder la température vestimentaire du service dans lequel j'allais travailler avant de m'autoriser un peu de fantaisie. »* Elle a ensuite constaté que le code était assez libre. *« Mon chef est en costume-cravate, mais son collègue met parfois un jean avec des mocassins. »*

Cette tendance à moins de formalisme se retrouve dans la plupart des entreprises, où costumes et cravates perdent du terrain. Mais ce relâchement est très relatif et reste largement codifié. En témoigne le « friday wear », cette tenue moins formelle réservée au vendredi, venue des Etats-Unis dans les années 1980. *« Ce jour où l'on vient habillé au bureau comme on le souhaite répond en réalité à une autre forme de règle »*, rappelle Agnès Ceccarelli, professeure associée à l'ICN Business school. Dans le secteur de la finance ou du conseil, ou encore dans les très grandes entreprises, le classicisme reste de rigueur. *« Là, il faut avoir du style, c'est-à-dire savoir se déplacer, se tenir, s'exprimer, mais aussi se vêtir. La bonne tenue : un costume sombre et une chemise claire pour les hommes, avec ou sans la cravate selon les circonstances. Un tailleur avec un chemisier pour les femmes, éventuellement agrémenté d'accessoires discrets »*, détaille Haude Rivoal, sociologue du travail.

NOUVEL UNIFORME

Dans les start-up de la tech ou dans l'univers de la communication, la liberté vestimentaire n'est qu'apparente. Certes, le costume-cravate est relégué au fond du placard. Mais il est remplacé par un nouvel uniforme codifié, à base de jean, baskets et tee-shirt. Un look qui vise, selon Haude Rivoal, *« à mettre en scène la flexibilité et l'agilité, en faisant souffler un vent de jeunesse sur l'entreprise »*.

En conclure que l'on peut aller travailler avec n'importe quoi sur le dos serait aller un peu vite. *« Il s'agit en réalité d'une transformation des codes, mais pas d'une disparition de ceux-ci »*, insiste la sociologue. Pour le jeune salarié, la difficulté consiste alors à paraître détendu… sans être négligé. Un équilibre subtil, d'autant *« qu'on n'a pas les mêmes goûts vestimentaires selon son milieu d'origine, ni les mêmes moyens »*, pointe Oumaya Hidri Neys.

> **« LE VÊTEMENT RESTE UN MARQUEUR CULTUREL ET IDENTITAIRE FORT »**
> ISABEL BONI-LE GOFF
> sociologue

Adopter la bonne tenue dans la bonne circonstance apparaît plus difficile pour les étudiantes que pour les étudiants. *« Les femmes sont soumises à une injonction paradoxale. Elles développent une stratégie qui vise à reprendre des pièces du vestiaire masculin pour être légitimes, car ce sont des éléments qui symbolisent l'autorité et l'expertise et véhiculent les signes de l'autorité managériale. Mais, en même temps, elles sont censées ne pas renoncer à leur féminité. Alors, elles bricolent pour répondre aux normes de genre qui leur sont assignées »*, analyse Isabel Boni-Le Goff.

Dans le domaine du conseil, largement dominé par les hommes, les femmes sont particulièrement exposées. *« Si elles ne se conforment pas à ce qui est attendu d'elles, en adoptant par exemple une tenue jugée comme trop sexualisée, elles s'exposent à des moqueries, des injures, voire des comportements de harcèlement »*, a constaté la sociologue.

Afin d'éviter d'être stigmatisées, les femmes préfèrent alors porter des vêtements neutres, voire passe-partout. Et cela dès l'école. Emma, étudiante à l'EM Normandie, l'a bien compris. La semaine, dans son école de commerce, elle s'habille de façon *« à passer inaperçue »*. Le week-end, elle *« ressort jupes et accessoires »*. ●

ISABELLE DAUTRESME

ÉCOLES DE COMMERCE

LA DIFFICILE PRÉVENTION DU SEXISME

A l'EM Lyon, où des comportements problématiques ont été dénoncés, des élèves tentent, par des actions sur le campus, de changer les mentalités. Sans soutien décisif de la direction

LYON - *envoyée spéciale*

La domination des hommes devrait être à la société ce que Benzema est à l'équipe de France : une histoire qui s'écrit désormais au passé.» Tugdual, bras tendus sur le pupitre, captive le public hilare. Il réajuste sa mèche lisse, contrôle les silences. En cette soirée glaciale, l'amphithéâtre grenat de l'EM Lyon, réputée comme l'une des meilleures écoles de commerce de France, est plein à craquer pour la finale du concours d'éloquence féministe. Sur le podium 100 % masculin, Tugdual remporte la deuxième place de ce concours coorganisé par le collectif d'étudiants Olympe, qui promeut l'égalité des sexes et lutte contre le sexisme à l'EM Lyon depuis 2017.

De quoi restaurer l'image de l'école ternie par de récents scandales ? Pendant l'été 2018, le journal *Le Progrès* révélait l'existence d'un fichier Excel partagé dans un groupe privé d'étudiants de l'école sur Facebook, dans lequel figuraient les données personnelles de 450 étudiantes. Des étudiants y répertoriaient des commentaires sur *«les caractéristiques physiques et le potentiel sexuel»* de leurs camarades, raconte le journal.

Plus récemment, en octobre 2019, l'édition 2020 du guide de Lyon *Le Petit Paumé*, rédigé par une association étudiante de l'EM Lyon, contenait des propos sexistes, racistes et plus largement discriminatoires. La ville de Villeurbanne a même annoncé l'annulation de la distribution du guide, imprimé à 200 000 exemplaires, sur sa commune.

UNE «ATMOSPHÈRE»

L'administration de l'école a publiquement condamné ces agissements. Contactée par *Le Monde*, Nathalie Hector, directrice du programme Grande Ecole, affirme que *«les responsables de la création du tableau Excel n'ont pas été identifiés puisque lorsqu'il a "fuité" dans la presse, il n'était plus actif. De plus, il avait été réalisé par des promos précédentes»*. Quant à l'affaire du *Petit Paumé*, Nathalie Hector assure que des sanctions ont été prises lors d'un conseil de discipline, sans communiquer davantage sur leur nature.

«Beaucoup d'étudiants ne savent pas rire en dehors des blagues sexistes ou racistes», regrette Charlène Benguigui, présidente du collectif Olympe à l'époque du fichier Excel. Aujourd'hui, *«ce type de fichiers n'existe plus, les mentalités changent et cela ne serait plus accepté»*, martèle Akira Bourgeois, étudiant et président de «la Corpo», association qui gère toutes les autres associations de l'école.

«A l'EM comme dans beaucoup d'écoles de commerce, il y a une atmosphère de sexisme intégré», résume à voix basse un étudiant de première année. Des propos qui font écho à ceux recueillis par *Mediapart* ou par *Les Inrocks*, ainsi que par *Le Monde* dans une enquête parue en 2018.

A l'EM Lyon, qui compte 7 000 élèves, on peut vite se sentir dans un microcosme, un entre-soi qui autoriserait certaines dérives. *«L'EM Lyon, c'est une petite société exacerbée»*, analyse Charlène Benguigui. *«Le concours est difficile, ceux qui arrivent après une prépa manquent parfois de maturité et veulent se défouler»*, remarque une étudiante en dernière année.

Chaque année, 530 événements sont organisés et, toutes les trois semaines, une boîte de nuit est privatisée pour des fêtes. *«Dans les soirées, il y a parfois des comportements déplacés qui se reproduisent ensuite au sein de l'école»*, souffle la présidente du collectif Olympe.

Quelques semaines après la rentrée, une jeune femme a contacté le collectif après avoir été harcelée sexuellement : *«Ce qui est arrivé à cette étudiante relevait de la justice, nous n'avons pas pu l'aider»*, livre Jiong Gong. Au-delà des cas les plus graves, le sexisme s'exprime le plus souvent par des remarques, des commentaires à connotation sexuelle. *«C'est par exemple un professeur qui lance à une étudiante qui passe au tableau "vous êtes bien jolie, vos camarades assis ont de la chance"»*, confie Charlène Benguigui.

LE COLLECTIF OLYMPE, QUI REFUSE DE SE DIRE FÉMINISTE, VEUT SURTOUT «SENSIBILISER LES MANAGEURS DE DEMAIN»

Tous et toutes ne font pas le même constat. *«Je ne me suis jamais sentie discriminée en tant que femme, et en soirée je me sens en sécurité»*, assure une étudiante devant sa camarade qui opine de la tête. Tugdual, le deuxième lauréat du concours, partage le même sentiment : *«Ici, c'est bienveillant, c'est une école de Bisounours, contrairement à d'autres...»*

Le collectif Olympe, qui refuse de se dire féministe de peur de rebuter les étudiants, veut surtout *«sensibiliser les manageurs de demain»* à la prévention du sexisme, en particulier en entreprise. Sur le campus, ses 15 membres (dont 4 hommes) organisent des ateliers pour différencier harcèlement et agression, ou apprendre aux femmes à négocier leurs salaires. *«De plus en plus de personnes veulent nous rejoindre»*, ajoute Jiong Gong.

Quant à la Corpo, son président soutient qu'il *«s'est saisi de ces questions, contrairement aux promos précédentes»* : il forme les présidents des autres associations et invite des organisations, telle que la Licra. La Corpo a le pouvoir de «blacklister» (c'est-à-dire d'interdire l'accès aux soirées) des étudiants au comportement répréhensible, et impose des *«travaux d'intérêt général»* aux garçons jugés *«trop lourds»*, comme des *«dissertations sur le harcèlement»*.

«PAS ASSEZ FORMÉS»

Mais le collectif Olympe, tout comme la Corpo, l'avouent de concert : *«Nous ne sommes pas assez formés pour agir en conséquence lorsqu'une étudiante est harcelée ou agressée. Nous ne sommes que des étudiants aidant d'autres étudiants.»* Sur le campus, aucune cellule d'écoute n'a été mise en place, et aucune campagne de sensibilisation n'est visible dans les couloirs.

De plus, peu d'étudiants savent qu'une psychologue est présente et peut les accueillir, même au sein du collectif Olympe. *«La psychologue accompagne des étudiants au sein de notre Wellness Center* [service de l'école consacré «au bien-être et à la performance des étudiants»], *mais il y a sûrement un problème de communication de notre part pour mieux faire connaître son existence»*, concède Nathalie Hector.

La directrice du programme Grande Ecole Nathalie Hector reconnaît *«qu'aujourd'hui, l'EM Lyon n'a pas encore mis en place d'actions spécifiques»* sur ces questions. *«Nous avons créé un poste de responsabilité sociale et environnementale. Nous voulons créer un lieu pédagogique pour former les étudiants à ces questions. Nous sommes à l'étape de réflexion et de soutien au collectif Olympe. La rentrée prochaine sera l'étape de l'action»*, promet la directrice du programme.

Après ce reportage, le collectif Olympe a créé une plate-forme pour recueillir les témoignages d'étudiantes qui subissent le sexisme ordinaire à l'école, et prévoit d'organiser une journée de sensibilisation. A défaut d'actions immédiates de la part de l'administration, certains étudiants prennent les devants. ●

RAHMA ADJADJ

J'AVAIS 20 ANS

« L'ÉLOIGNEMENT M'A PERMIS DE DÉCONSTRUIRE MON ENFANCE »

LAÉLIA VÉRON

Cette enseignante-chercheuse aime tant les mots qu'elle en fait son métier, et une arme contre les préjugés

Laélia Véron, en février 2019. MARIE ROUGE

Dates-clés

1987 Naissance à Crest (Drôme)

2004 Prépa du lycée du Parc, à Lyon

2007 Entre à l'ENS Lyon

2018 Maîtresse de conférences à l'université d'Orléans

2019 Lance son podcast sur la langue française, « Parler comme jamais »

Si Laélia Véron s'intéresse aux mots qui libèrent, c'est aussi parce qu'elle a connu ceux qui emprisonnent et humilient. Maîtresse de conférences en stylistique à l'université d'Orléans, spécialiste de Balzac, elle raconte ses 20 ans : une année qui coïncide avec la fin de sa prépa au lycée du Parc, son entrée à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Lyon et le début de son engagement féministe et politique. Grande utilisatrice de Twitter, Laélia Véron, 32 ans, est aussi l'auteure depuis cette année d'un podcast sur la langue, « Parler comme jamais », sur Binge Audio.

D'où vient votre goût pour la langue, les mots, la littérature ?

De l'enfance. J'ai grandi comme hors du monde dans un lieu-dit appelé Les Planeaux, peuplé d'une trentaine d'habitants dans la montagne drômoise. J'étais une sorte d'enfant sauvage et solitaire. Je promenais mon âne Lucius, je vivais perchée dans les arbres en lisant des livres, nous en avions beaucoup à la maison. Vers 10 ans j'ai commencé à lire *Les Rougon-Macquart* d'Emile Zola, les sœurs Brontë aussi pour la description des paysages, de la lande mi-terrifiante mi-fantastique qui me fascinait. Et puis Hugo, Balzac et tous les Molière.

Je vivais beaucoup à l'extérieur, je connaissais les arbres dans lesquels se cacher, les recoins de la montagne, les animaux… Etre dehors, c'était une manière de me recréer des espaces à moi, d'être libre. Avec mes Playmobil, j'avais reconstitué mon petit monde de Zola, il y avait le grand magasin, l'usine, avec un système d'impôts… et même une maison de passe. J'écrivais un journal intime quasi quotidiennement, des histoires romanesques, de faux horoscopes et un petit journal local. Quand on demandait ce que je voulais faire plus tard, je répondais « Victor Hugo » !

Vous quittez votre hameau à 17 ans pour entrer en hypokhâgne au lycée du Parc, à Lyon. Quels souvenirs gardez-vous de votre arrivée « en ville » ?

Un vrai choc ! C'était un univers que je ne connaissais pas du tout, j'étais comme Mimi-Siku dans *Un Indien dans la ville* ! Je me souviens d'avoir été étonnée que le métro ne m'attende pas avant de partir… et choquée par mon premier harcèlement de rue par un homme en pleine journée.

J'ai atterri dans une chambre de l'internat du lycée et ces trois années de prépa ont façonné mon entrée dans l'âge adulte. D'une certaine façon, cela a été une libération. J'ai compris, avec la distance et l'éloignement, à quel point ma famille était dysfonctionnelle. Nous vivions dans un certain dénuement, avec pour seul revenu le salaire de ma mère qui était professeure de français certifiée – mon père ne travaillait pas.

Notre maison était spacieuse mais elle n'avait pas été terminée pour des raisons financières. Il n'y avait pas de murs à nos chambres, de simples rideaux les séparaient. Pendant un temps, nous n'avions pas de salle de bains, pas de frigo et pas de voiture. C'était pourtant mon père qui gérait le budget de la famille et prenait toutes les décisions comme si ce salaire était le sien. Toutes les fins de mois étaient dures, mais la violence économique s'accompagnait aussi d'une violence morale et même physique. Je n'oublierai pas le jour où j'ai vu ma mère partir au travail avec un œil au beurre noir.

Il m'a fallu partir pour me rendre compte que nous vivions dans un climat d'angoisse permanent. Je sais ce que veut dire *« être sous emprise »*, et aussi être privée de mots. Mon père, c'était l'homme des discours, il monopolisait la parole, il était au centre de tout. Ma mère, à l'inverse, n'avait pas de discours. L'éloignement m'a permis de faire un travail de déconstruction de ce qu'a été mon enfance.

C'est aussi en prépa que vous commencez à comprendre la force des mots et leur usage…

La prépa est un univers clos où régnaient à la fois un certain confort et une certaine violence. On nous répétait que nous étions *« l'élite »* et les enseignants *« misaient »* sur les meilleurs d'entre nous pour le concours d'entrée à l'ENS, comme on mise sur des chevaux de course. C'était à la fois un espace de plaisir, car nous avions le privilège de nous consacrer entièrement à la littérature, et un espace très dur de compétition. A la fin de la première année, les dix moins bons élèves étaient virés.

« LA PRÉPA ÉTAIT À LA FOIS UN ESPACE DE PLAISIR, CAR NOUS AVIONS LE PRIVILÈGE DE NOUS CONSACRER À LA LITTÉRATURE, ET UN ESPACE TRÈS DUR DE COMPÉTITION »

Dans ce monde très hiérarchique, certains enseignants étaient formidables, mais d'autres agissaient comme des gourous. Et c'était aussi un lieu de domination masculine. Je me souviens d'un professeur de philosophie, qui, tout en citant Platon, tenait un discours très bête et sexiste, ce qui m'a poussée à m'interroger sur l'usage des mots et des références culturelles non pas à des fins de savoir mais d'humiliation et d'asservissement…

En prépa, maîtriser l'art de parler de choses qu'on n'a pas lues, analysées ou étudiées, était valorisé. Avec le recul, je me rends compte que c'était une formation extrêmement abstraite, qui portait une vision complètement décontextualisée de la littérature. Par exemple, nous pouvions disserter des heures sur ce qu'était une grande œuvre littéraire sans jamais prendre en compte les conditions socio-économiques de la canonisation d'un écrit comme « œuvre », sans rien savoir du système des prix littéraires ni même simplement des processus d'édition.

Vous êtes-vous sentie en décalage avec vos camarades ?

J'ai perçu le caractère socialement élitiste de la prépa très rapidement. Moi je n'avais pas de capital économique, j'étais boursière, et de la campagne, mais j'avais le « bon » capital culturel. Je pouvais réciter du Molière et des poèmes de Rimbaud et c'était cela qui était le plus valorisé dans l'univers de la prépa littéraire.

A quoi correspond l'année de vos 20 ans ?

A un tournant : la fin de la troisième année de prépa et mon entrée à l'ENS. Pendant cette année charnière, je suis passée de l'adaptation et du savoir-faire scolaire aux prémices de la pensée intellectuelle. Pour la première fois, je ne me suis plus contentée d'apprendre et de redire ce que les professeurs avaient déjà formulé, j'ai commencé à nourrir ma propre réflexion.

Je me suis politisée, j'ai lu des essais, ce qui m'a aidée à déconstruire une fois de plus mon éducation, notamment politique. Mon père est passé de Sarkozy aux théories du « grand remplacement » de Renaud Camus… Mais comme le dit Annie Ernaux, *« avoir reçu les clefs pour comprendre la honte ne donne pas le pouvoir de l'effacer »*.

A l'ENS à Lyon, vous êtes le témoin indirect d'une scène de violence que vous avez récemment racontée sur Twitter…

Il s'agissait d'un étudiant en doctorat avec lequel nous vivions en colocation. Une nuit, j'ai entendu des éclats de voix alors que sa petite amie du moment dormait dans sa chambre. Le lendemain, il m'a dit qu'il l'avait virée parce qu'elle n'avait pas voulu répondre à ses demandes sexuelles. Dans la journée, je l'ai croisée, elle m'a dit qu'elle avait été agressée, et elle m'a montré des marques de coups. Mon autre colocataire l'a accompagnée à l'hôpital. Nous avons lancé des actions, mais maladroitement, sans savoir comment nous organiser.

Cet homme a bénéficié de beaucoup d'indulgence, il correspondait à l'image du poète torturé, on le comparait à Verlaine qui a tiré sur Rimbaud. J'ai été rattrapée par cette histoire plus de dix ans après, quand de nouvelles victimes, cette fois à Tunis, ont intenté des actions contre lui et quand j'ai décidé de les soutenir en publicisant cette affaire. Révéler cette histoire sur les réseaux sociaux, c'est aussi une façon de me réconcilier avec mes 20 ans. J'ai eu cette impression de n'avoir pas fait assez pour cette jeune fille et contre cet homme. Plus de dix ans après, je sais comment agir pour mieux soutenir les victimes, j'ai appris à lutter.

Avec le recul, diriez-vous que 20 ans était votre plus bel âge ?

Non, je dirais que je préfère avoir 32 ans que 20 ans. Mes 20 ans ont été le début de ma « transformation ». J'ai découvert l'engagement politique, la lutte féministe.

Mes 20 ans, c'était une année d'entre-deux : celle d'une prise de conscience, laborieuse, quelquefois douloureuse, mais pleine de promesses. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARINE MILLER

UN OBJET, UN CURSUS

L'ŒUF VÉGAN D'ÉTUDIANTES BIOLOGISTES

Des élèves de l'Ecole de biologie industrielle ont inventé un œuf sans poule

Lorsqu'elle était étudiante en licence de biochimie à l'université de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), Sheryline Thavisouk, 25 ans, se voyait bien créer des mascaras et des crèmes hydratantes. Trois ans plus tard, avec sa binôme Philippine Soulères, elle produit des œufs sans poule ni coq et sans couvaison.

Les deux nouvelles diplômées de l'Ecole de biologie industrielle (EBI) ont inventé pendant leurs études un œuf *« entièrement composé de matières végétales et minérales »*, expose Philippine. Un œuf « végan-compatible », baptisé Les Merveillœufs, que les deux entrepreneuses présentent sur leur site, ouvert en novembre 2019. Des œufs qui peuvent être consommés sans risque d'allergie, problème qui touche de 1 % à 2 % des enfants d'âge préscolaire.

Pour passer de la cosmétique à l'industrie alimentaire, il n'y aurait qu'un pas. *« Faire une crème pour la peau, c'est un peu comme monter une mayonnaise »*, assure Sheryline. Ce pas, la jeune femme le franchit avec sa consœur après avoir rejoint l'EBI en 2017.

L'école d'ingénieurs prévoit, pour ses étudiants en première année de master, la mise en place d'un projet « innovation » : *« Un exercice destiné à sensibiliser les étudiants à la création, à développer des projets entrepreneuriaux »*, explique Laurence Taupin, professeure de marketing à l'EBI. Avec 12 étudiants de la promotion, Sheryline et Philippine se creusent les méninges afin de trouver ce qui pourrait être tendance sur les étals de la grande distribution.

Une idée émerge. *« Le véganisme est en pleine expansion »*, expose Philippine. *« Et nous avons réalisé que ce qui manquait le plus dans le quotidien alimentaire des personnes véganes, c'est l'œuf, un aliment qu'on peut retrouver dans chaque repas, du petit déjeuner au dîner, dans les plats sucrés et salés. Nous avons décidé d'en faire un. Une idée un peu folle »*, poursuit Sheryline.

Les étudiants se lancent alors dans des recherches pour tout savoir sur l'œuf et sa composition. Puis vient la mise au point d'une « recette » par les apprentis biologistes. *« Nous avons réalisé des tests. Lorsque nous pensions nous approcher de l'objectif, de la formule miracle, nous nous rendions compte en cuisine que ce n'était pas concluant, pas compatible avec ce qu'un consommateur peut attendre d'un œuf. »*

Une cinquantaine d'essais plus tard, le produit est au point. Mais il reste beaucoup à faire. *« Souvent les élèves ingénieurs apportent de bonnes solutions techniques, mais ne mesurent pas si elles correspondent à un marché »*, souligne Laurence Taupin. Sous l'impulsion de leur établissement, les deux innovatrices se sont muées en entrepreneuses pour donner corps à leur projet. En octobre 2019, elles ont participé, avec succès, au concours Pépite (pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat), destiné à développer l'esprit d'entreprise chez les étudiants, et ont intégré dans la foulée l'incubateur Station F, à Paris. *« Je ne pensais pas avoir le profil d'une entrepreneuse,* souligne Philippine, *puis j'ai réalisé qu'il n'y a pas de profil pour entreprendre. »* ●

ÉRIC NUNÈS

L'œuf végan. CHARLOTTE EVRARD - LES MERVEILLŒUFS

ESCP
BUSINESS SCHOOL

IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

Bachelor in Management (BSc)

3 ans 3 pays 1 programme

100% en anglais dès la première année Diplôme visé Bac+3

- **Etudiez sur 3 campus ESCP**
  (Berlin, Londres, Madrid, Paris ou Turin) avec des étudiants recrutés dans le monde entier.
- **Un Bachelor of Science d'excellence**
  Management | Matières quantitatives | Sciences sociales
- Jusqu'à **12 semaines de stage** par an

escp.eu/bachelor

Conception : TBWA. © Photos : GettyImages - 2020-047

ESCP est multi-accréditée.

AACSB ACCREDITED | EFMD EQUIS ACCREDITED | EFMD ACCREDITED MBA | EFMD ACCREDITED EMBA | ASSOCIATION OF MBAS BE IN BRILLIANT COMPANY

affiliated to
CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

* tout commence ici